Nations Unies A/55/935

Assemblée générale

Distr. générale
10 mai 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session
Point 167 de l'ordre du jour
Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Par sa résolution 1258 (1999) du 6 août 1999, le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement dans la région du Congo de 90 membres du personnel militaire de liaison au maximum ainsi que du personnel civil, politique, humanitaire et administratif nécessaire. Par la suite, par sa résolution 1279 (1999) du 30 novembre 1999, le Conseil a décidé que le personnel dont il avait précédemment autorisé le déploiement constituerait la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Le 24 février 2000, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1291 (2000), a prorogé le mandat de la MONUC et autorisé le renforcement de la Mission, qui pourrait compter jusqu'à 5 537 militaires, y compris 500 observateurs au maximum. Le mandat actuel de la MONUC vient à expiration le 15 juin 2001 (résolution 1332 (2000) du Conseil en date du 14 décembre 2000).

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission pendant la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 et contient le projet de budget pour le fonctionnement de la MONUC pendant la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et l'estimation préliminaire des ressources nécessaires pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001.

Par sa résolution 54/260 A du 7 avril 2000, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant brut maximum de 200 millions de dollars (montant net : 199 760 000 dollars) au titre de la MONUC pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000, y compris le montant brut de 41 011 200 dollars (montant net : 40 771 200 dollars) autorisé précédemment par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Par la suite, par sa résolution 54/260 B du 15 juin 2000, l'Assemblée a décidé de ramener le montant brut de l'autorisation d'engagement de dépenses pour le fonc-

01-36869 (F) 180501 190501

tionnement de la Mission pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 au montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars), et a autorisé le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 des dépenses d'un montant brut maximum de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars), ce montant représentant le solde du montant de l'autorisation d'engagement de dépenses qui figure dans sa résolution 54/260 A.

Le Conseil de sécurité ayant approuvé, dans sa résolution 1341 (2001) du 22 février 2001, le concept d'opérations actualisé de la MONUC recommandé par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil du 12 février 2001 (S/2001/128), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a accordé une nouvelle autorisation d'engagement de dépenses, sans mise en recouvrement, au titre de la Mission pour l'exercice 2000/01 à hauteur d'un montant brut de 49 865 400 dollars (montant net : 49 530 700 dollars).

Le total des ressources alloué à la MONUC depuis le 6 août 1999 se chiffre au montant brut de 249 865 400 dollars (montant net : 248 798 800 dollars), dont un montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) pour la période allant du 6 août 1999 au 30 juin 2000, et un montant brut de 191 184 400 dollars (montant net : 190 357 800 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.

Les dépenses afférentes à la MONUC pour la période allant du 6 août 1999 au 30 juin 2000 ont atteint au total un montant brut de 55 271 400 dollars (montant net : 54 845 700 dollars), ce qui s'est traduit par un solde inutilisé d'un montant brut de 3 409 600 dollars (montant net : 3 605 300 dollars) en regard de l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) accordé par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/260 B.

Le projet de budget de fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 se chiffre au montant brut de 273 119 600 dollars (montant net : 270 085 600 dollars), y compris l'intégralité de l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant brut de 191 184 400 dollars (montant net : 190 357 800 dollars). Les montants estimatifs permettent de couvrir un maximum de 2 446 militaires, dont 550 observateurs militaires, appuyés par un personnel civil de 663 personnes (dont 338 fonctionnaires internationaux et 325 agents locaux).

Les besoins initiaux au titre de la MONUC pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2001 sont estimés au montant brut de 209 965 600 dollars (montant net : 204 788 900 dollars).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session au sujet du financement de la MONUC, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 89 du présent rapport, sont les suivantes :

a) Ouvrir le crédit d'un montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) qu'elle a autorisé dans sa résolution 54/260 B au titre de la création et du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 6 août 1999 au 30 juin 2000;

b) Décider de l'utilisation du solde inutilisé d'un montant brut de 3 409 600 dollars (montant net : 3 605 300 dollars) pour la période qui s'est terminée le 30 juin 2000;

c) Ouvrir un crédit d'un montant brut de 273 119 600 dollars (montant net : 270 085 600 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, y compris le montant brut de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) qu'elle a autorisé pour la MONUC dans sa résolution 54/260 B ainsi que le montant brut de 49 865 400 dollars (montant net : 49 530 700 dollars) des engagements autorisés par le Comité consultatif.

d) Mettre en recouvrement le montant brut de 131 800 600 dollars (montant net : 129 258 500 dollars) au titre de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, compte tenu du montant brut de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) mis précédemment en recouvrement en vertu de sa résolution 54/260 A;

e) Autoriser des engagements de dépenses, à mettre en recouvrement, d'un montant brut de 209 965 600 dollars (montant net : 204 788 900 dollars) aux fins du fonctionnement de la MONUC pendant la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2001, en attendant la présentation du rapport financier de la MONUC pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–9	5
II.	Aperçu de l'évolution de la situation politique et du plan d'opérations	10–27	7
III.	Rapport sur l'exécution du budget au cours de la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000	28	10
	A. Exécution du budget de la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 : tableau récapitulatif		12
	B. Crédits ouverts et dépenses pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000		14
	C. État des dépenses	29–43	14
	D. Personnel civil et militaire : effectifs autorisés et effectifs déployés pendant la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000		18
IV.	Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	44–57	19
	A. Effectifs proposés pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		23
	B. Déploiement du personnel civil du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		27
	C. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif		28
	D. Répartition des ressources (montant brut) par grande catégorie		30
	E. Explications complémentaires	58–84	31
	F. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : coûts standard et coûts propres à la mission		37
	G. Dépenses non renouvelables		50
V.	Prévisions de dépenses initiales pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001	85–88	60
	A. Prévisions de dépenses initiales pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 : tableau récapitulatif		61
	B. Effectifs proposés pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001		63
VI.	Décision à prendre par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session	89	69
Annexe			
	Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo : organigramme		70
	A. Services organiques		70
	B. Services administratifs		71
	C. Composante militaire		72
	Carte		73

I. Introduction

1. Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1258 (1999) du 6 août 1999, a autorisé le déploiement dans la région du Congo de 90 membres du personnel militaire des Nations Unies au maximum ainsi que le personnel civil, politique, humanitaire et administratif nécessaire. Par la suite, par sa résolution 1279 (1999) du 30 novembre 1999, le Conseil a, entre autres, décidé que le personnel dont il avait précédemment autorisé le déploiement constituerait la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) pour une période initiale allant jusqu'au 1er mars 2000. Dans la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de prendre les mesures administratives nécessaires à l'équipement de 500 observateurs militaires des Nations Unies au maximum, en vue de faciliter les futurs déploiements rapides des Nations Unies qui seraient autorisés par le Conseil. Par sa résolution 1291 (2000) du 24 février 2000, le Conseil a prorogé le mandat de la MONUC jusqu'au 31 août 2000 et autorisé le renforcement de la Mission, qui pourrait compter jusqu'à 5 537 militaires, y compris 500 observateurs au maximum. Le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MONUC dans ses résolutions ultérieures, la dernière en date étant la résolution 1332 (2000) du 14 décembre 2000, dans laquelle le Conseil a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 15 juin 2001.

2. Conformément à la résolution 1291 (2000) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général, dans son rapport sur le financement de la MONUC daté du 23 mars 2000 (A/54/808), a présenté une estimation préliminaire des ressources nécessaires à la Mission et prié l'Assemblée générale de l'autoriser à engager des dépenses d'un montant maximum de 200 millions de dollars, afin de prendre des mesures immédiates pour établir l'infrastructure d'appui destinée à la Mission, d'acquérir les fournitures et le matériel supplémentaires dont celle-ci aurait besoin et de conclure les contrats nécessaires en prévision du déploiement échelonné anticipé, dans le pays, des effectifs autorisés de sa composante militaire et du personnel civil additionnel.

3. L'Assemblée générale, agissant sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires figurant dans son rapport du 28 mars 2000 (A/54/813), a autorisé le Secrétaire général, par sa résolution 54/260 A du 7 avril 2000, à engager des dépenses d'un montant brut maximum de 200 millions de dollars (montant net : 199 760 000 dollars) au titre de la MONUC pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000, y compris le montant brut de 41 011 200 dollars (montant net : 40 771 200 dollars) autorisé précédemment par le Comité consultatif. Ces montants ont été mis en recouvrement auprès des États Membres.

4. Dans son rapport ultérieur en date du 19 mai 2000 (A/54/872), le Secrétaire général a estimé que les ressources nécessaires à la Mission pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 se chiffreraient au montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars), montant qui correspondrait au coût du déploiement préliminaire de personnel militaire et civil dans la région du Congo, aux dépenses initiales liées à la mise en place de la Mission ainsi qu'au coût des véhicules et du matériel de transmissions et de traitement des données nécessaires pour équiper, conformément à la résolution 1279 (1999) du Conseil de sécurité, jusqu'à 500 observateurs militaires des Nations Unies et 100 membres du personnel civil d'appui.

5. Par sa résolution 54/260 B du 15 juin 2000, l'Assemblée a décidé de ramener le montant brut de l'autorisation d'engagement de dépenses approuvée au titre de la Mission dans sa résolution 54/260 A pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 au montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) et a autorisé le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 un montant brut de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) représentant la différence avec le montant de l'autorisation d'engagement de dépenses figurant dans sa résolution 54/260 A.

6. Par sa résolution 1341 (2001) du 22 février 2001, le Conseil de sécurité a, entre autres, approuvé le concept d'opérations actualisé de la Mission recommandé par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil en date du 12 février 2001 (S/2001/128 et Corr.1), qui prévoit l'affectation à la MONUC d'un maximum de 3 000 militaires, dont un maximum de 550 observateurs militaires.

7. Conformément à la résolution 1341 (2001) du Conseil de sécurité en date du 23 avril 2001, comme suite à la demande de ressources supplémentaires formulée par le Secrétaire général du fait de la décision du Conseil, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé l'engagement d'un montant brut supplémentaire, sans mise en recouvrement, de 49 865 400 dollars (montant net : 49 530 700 dollars) au titre de la MONUC pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Les ressources supplémentaires financeraient le déploiement d'unités de gardes militaires, d'observateurs et de personnel civil supplémentaires, et permettraient à la MONUC de mener à bien les arrangements nécessaires en matière de logistique, y compris en matière de moyens aériens supplémentaires.

8. Avec l'autorisation d'engagement de dépenses supplémentaires accordée par le Comité consultatif, le total des ressources allouées à la MONUC depuis sa création, le 6 août 1999, se chiffre au montant brut de 249 865 400 dollars (montant net : 248 798 800 dollars), dont un montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 et un montant brut de 191 184 400 dollars (montant net : 190 357 800 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.

9. Le présent rapport contient des renseignements d'ordre financier concernant le déploiement par les Nations Unies dans la région du Congo autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1258 (1999) et la création et le fonctionnement ultérieurs de la MONUC. La section II présente un aperçu de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans la République démocratique du Congo depuis la création de la Mission. Le rapport sur l'exécution du budget de la MONUC pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 fait l'objet de la section III. Les prévisions relatives au coût de la mise en place et du fonctionnement de la Mission pendant la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, soit un montant brut de 273 119 600 dollars (montant net : 270 085 600 dollars), y compris les autorisations d'engagement de dépenses représentant au total un montant brut de 191 184 400 dollars (montant net : 190 357 800 dollars) sont présentées à la section IV. Les besoins initiaux de la MONUC pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 sont décrits à la section V. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au titre du financement de la MONUC sont exposées à la section VI.

II. Aperçu de l'évolution de la situation politique et du plan d'opérations

10. Les diverses résolutions du Conseil de sécurité portant création de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et définissant son mandat ont été adoptées à la suite de la signature de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka par six États (République démocratique du Congo, Angola, Namibie, Ouganda, Rwanda et Zimbabwe) et trois mouvements rebelles congolais [le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma), le Rassemblement congolais pour la démocratie – Mouvement de libération (RCD-ML) et le Mouvement pour la libération du Congo (MLC)] en juillet et août 1999. L'Accord de Lusaka, outre qu'il préconisait le déploiement d'une présence militaire des Nations Unies, créait une commission militaire mixte et un comité politique composé des parties au conflit, et prévoyait la nomination d'un médiateur neutre chargé de faciliter un dialogue intercongolais.

11. Dès la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka (S/1999/815), le Secrétaire général a dépêché une équipe civile et militaire préliminaire dans la sous-région afin de nouer des contacts avec les gouvernements et les autres parties concernées et de formuler des recommandations en vue du déploiement initial du personnel des Nations Unies. En septembre 1999, les Nations Unies ont établi un précurseur du quartier général ainsi qu'une présence aux fins de liaison à Kinshasa et à Bujumbura, Kigali, Kampala, Lusaka, Harare et Windhoek.

12. Le 30 novembre 1999, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1279 (1999), par laquelle il a décidé que le personnel des Nations Unies dépêché dans la sous-région en application de ses résolutions 1258 (1999) et 1273 (1999) constituerait la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Le mandat de la MONUC consistait notamment à établir des contacts avec les signataires de l'Accord de Lusaka, à fournir une assistance technique à la Commission militaire mixte pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions et à planifier l'application du cessez-le-feu et le dégagement des forces.

13. Dans l'intervalle, la situation militaire en République démocratique du Congo a commencé à se détériorer à la fin de 1999 avec la persistance des combats dans la province de l'Équateur. Cette période a été également marquée par l'intensification, dans l'est du pays, des activités militaires de groupes armés non signataires de l'Accord de Lusaka. Or cet accord prévoit le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de ces groupes armés, dont les anciennes forces gouvernementales rwandaises et les milices Interahamwe responsables du génocide de 1994 au Rwanda.

14. Pendant ce temps, la situation en matière de sécurité et l'absence de coopération de la part de certaines parties ont empêché les Nations Unies de mettre en place des officiers de liaison dans les quartiers généraux des belligérants et à d'autres endroits cruciaux à l'intérieur de pays. En novembre 1999, le Secrétaire général a dépêché son envoyé spécial, M. Moustapha Niasse, qui a rencontré le Président Laurent-Désiré Kabila afin de lui demander de lever les restrictions imposées par le Gouvernement congolais. Les Nations Unies n'ont pas été en mesure de mener à bien leur opération de reconnaissance, mais le Secrétariat a pu élaborer un concept d'opérations concernant une présence élargie, à partir des informations disponibles, qui reposait sur le renouvellement de l'attachement politique des parties à l'Accord de Lusaka.

15. Plusieurs initiatives ont été prises afin de relancer le processus de paix, telles que la convocation, le 25 janvier 2000, au Siège de l'ONU, d'une réunion des chefs d'État des signataires de l'Accord de Lusaka avec le Conseil de sécurité consacrée à la RDC, ainsi que plusieurs autres démarches du Secrétaire général et de dirigeants de la région. Ces diverses activités ont conduit à la tenue à Lusaka, le 23 février 2000, d'un sommet du Comité politique, qui a adopté un communiqué dans lequel il a réaffirmé son appui à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et fixé un nouvel échéancier pour le processus de Lusaka à compter du 1er mars 2000.

16. Le lendemain, c'est-à-dire le 24 février 2000, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1291 (2000) par laquelle il a autorisé le renforcement de la MONUC, qui pourrait compter jusqu'à 5 537 militaires, y compris un maximum de 500 observateurs militaires, dont le déploiement aurait lieu lorsque et si le Secrétaire général constate que le personnel de la MONUC peut rejoindre les positions qui lui ont été assignées et s'acquitter de ses fonctions dans des conditions de sécurité acceptables et avec la coopération des parties. Par la suite, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix s'est rendu dans la région afin d'assurer la coopération des parties devant permettre le déploiement de la deuxième phase de la MONUC. Toutefois, peu de temps après, les autorités de la RDC ont de nouveau refusé d'accorder à la MONUC les autorisations de vol nécessaires, empêchant ainsi les missions de reconnaissance dans les positions clefs où il était prévu de déployer la MONUC.

17. Une délégation du Conseil de sécurité a effectué une visite dans la RDC et la région du 4 au 8 mai 2000 afin de relancer le processus de paix. L'accord sur le statut des forces a été signé avec le Gouvernement de la RDC en présence de la mission du Conseil à Kinshasa, le 4 mai 2000. Il n'empêche que, quelques jours plus tard, de violents affrontements ont eu lieu entre des troupes rwandaises et leurs alliés ougandais dans la ville de Kisangani. Les Gouvernements rwandais et ougandais sont convenus par la suite de retirer leurs forces de la ville, mais les combats ont repris le mois suivant. Dans le même temps, une campagne médiatique anti-MONUC organisée par le Gouvernement a donné lieu à une série de manifestations violentes à l'extérieur du quartier général de la MONUC, entre le 9 et le 12 juin.

18. Cette période a également été marquée par la persistance de violations du cessez-le-feu dans la province de l'Équateur, équivalant parfois à de véritables offensives militaires. Les combats entre groupes armés non signataires et troupes congolaises et rwandaises se sont également multipliés dans l'est du pays. Malgré la détérioration de la situation militaire et la persistance des restrictions imposées à ses déplacements par le Gouvernement congolais et les groupes rebelles, la MONUC avait réussi, le 30 juin 2000, à déployer au total 261 observateurs militaires et officiers de liaison, notamment à 11 endroits situés à l'intérieur de la RDC. S'agissant d'unités constituées, seuls quelques pays fournisseurs de contingents avaient proposé de mettre des bataillons d'infanterie à la disposition de la Mission. De surcroît, aucune unité spécialisée n'a été proposée, alors qu'elles faisaient cruellement défaut.

19. Le 14 août 2000, les parties à l'Accord de Lusaka et les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont tenu une réunion au sommet à Lusaka, sans toutefois parvenir à accomplir des progrès, essentiellement à cause du refus du Gouvernement congolais d'autoriser le déploiement d'éléments de la MONUC dans le territoire sous son contrôle et d'accepter que Sir Ketumile Masire (Botswana) joue le rôle de médiateur neutre du dialogue intercongolais.

L'Organisation de l'unité africaine avait nommé Sir Ketumile médiateur en décembre 1999.

20. Au cours de cette période, le Secrétaire général a multiplié ses contacts avec les dirigeants de la région afin de relancer le processus de paix et a dépêché son envoyé spécial, le général Abdulsalami Abubakar, ancien chef d'État du Nigéria, dans la sous-région afin de faire connaître la position de l'ONU au sujet de l'état du processus de paix. L'Envoyé spécial a prié le Gouvernement de la RDC de mettre fin à toutes les hostilités, d'accorder à la MONUC la liberté complète de mouvement et de se conformer aux dispositions de l'Accord sur le statut des forces.

21. Malgré un assouplissement des restrictions imposées aux déplacements de la MONUC à l'issue de la visite de l'Envoyé spécial du Secrétaire général et une série de réunions au sommet des gouvernements intéressés de la région, les violations du cessez-le-feu ont persisté dans la province de l'Équateur et de violents combats ont de nouveau éclaté dans la province du Katanga en octobre et novembre 2000. Dans certaines parties de l'est du pays, la situation en matière de sécurité est demeurée extrêmement fragile. Le Gouvernement congolais a de fait maintenu ses restrictions aux déplacements aériens de la MONUC, empêchant ainsi tout préparatif d'un déploiement plus vaste.

22. Le 6 décembre, le Comité politique créé par l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka a entériné à Harare un plan de dégagement des forces le long de la ligne de front qui divise le territoire de la République démocratique du Congo. Toutefois, la persistance de violents combats dans la province du Katanga, qui a entraîné un exode de réfugiés militaires et civils en Zambie en décembre 2000, a retardé l'exécution de ce plan.

23. Le 16 janvier 2001, le Président Laurent-Désiré Kabila a été assassiné à Kinshasa. Son fils, le général de division Joseph Kabila, a prêté serment comme chef de l'État dans les jours qui ont suivi. Le Président Joseph Kabila s'est rendu au Siège de l'ONU en février 2001, où il s'est entretenu avec le Secrétaire général et les membres du Conseil de sécurité.

24. En février 2001, le Conseil de sécurité s'est réuni à New York avec le Comité politique. Le 22 février, à l'issue d'une série de séances, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1341 (2001), dans laquelle il a réaffirmé l'autorisation formulée dans la résolution 1291 (2000) du 24 février 2000 et le mandat énoncé dans cette résolution concernant le renforcement et le déploiement de la MONUC, composée d'un maximum de 5 537 militaires. Le Conseil a également approuvé le concept d'opérations actualisé recommandé par le Secrétaire général dans son rapport S/2001/128 du 12 février 2001, proposant le déploiement d'un maximum de 3 000 hommes, dont 550 observateurs militaires, chargés de surveiller et de vérifier les mesures prises par les parties en application du plan de dégagement. Conformément à ce plan, que les parties ont révisé le 23 mars, le dégagement devrait être achevé au cours de la première quinzaine de juin. La MONUC a déployé des unités de garde et de sécurité dans les quatre quartiers généraux de secteur – Kalemie, Kananga, Kisangani et Mbandaka – et a commencé la vérification du dégagement des forces dans les quatre secteurs.

25. En conséquence, le Secrétaire général et le Conseil de sécurité prévoient une troisième phase du déploiement de la MONUC, au cours de laquelle les forces étrangères seraient retirées, il serait procédé au désarmement, à la démobilisation et

à la réinsertion des groupes armés et les frontières de la RDC avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi seraient sécurisées. Au paragraphe 20 de sa résolution 1341 (2001), le Conseil a souligné qu'il serait prêt à envisager de réexaminer une nouvelle fois le concept d'opérations pour la MONUC, le moment venu et en fonction de l'évolution de la situation, et a prié le Secrétaire général de lui faire des propositions en ce sens quand cela serait approprié.

26. Dans son septième rapport sur la MONUC (S/2001/373), en date du 17 avril 2001, le Secrétaire général a estimé qu'il importait de préparer une troisième phase éventuelle des opérations de la MONUC alors que les parties à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka exécutaient les tâches y figurant. Le Secrétaire général se propose de présenter au Conseil de sécurité un nouveau rapport le 15 juin 2001 au plus tard, à l'expiration du mandat actuel de la MONUC. Il n'est pas possible d'indiquer actuellement la teneur de ces recommandations, mais on peut considérer que si les parties menaient à bien le dégagement des forces dans les délais prévus, la voie serait ouverte pour l'exécution de la troisième phase du déploiement de la MONUC.

27. En conséquence, le Secrétaire général est disposé à élaborer un concept d'opérations révisé pour la MONUC dès la mi-juin 2001. Dans son rapport du 17 avril, le Secrétaire général a décrit dans leurs grandes lignes les énormes problèmes et les graves difficultés ainsi que les risques sérieux que comporterait une troisième phase qui, selon lui, pourrait être « infiniment plus difficile, plus complexe, plus risquée et plus coûteuse » que la deuxième (S/2001/373, par. 114).

III. Rapport sur l'exécution du budget au cours de la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000

28. Comme l'indique le tableau 1 ci-dessous, un crédit d'un montant brut de 58 681 00 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) était ouvert aux fins du démarrage et du fonctionnement de la MONUC pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000. Les dépenses se sont élevées à 55 271 400 dollars en chiffres bruts (montant net : 54 835 700 dollars), dont 32 342 300 dollars correspondant à des engagements non réglés. On trouvera dans la partie III.A du présent rapport des informations sur l'exécution du budget de la période considérée, par rubrique budgétaire. La partie III.B donne dans un diagramme les crédits ouverts et les dépenses, par grandes rubriques, et la partie III.C des renseignements complémentaires sur les principaux écarts constatés. Dans le tableau 2 ci-après et dans la partie III.D figurent des renseignements sur le déploiement prévu et le déploiement effectif du personnel militaire et du personnel civil au cours de la période considérée.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépense	*Montants répartis*[a]	*Dépenses*[b]	*Écart*
Personnel militaire	7 852,1	6 003,8	1 848,3
Personnel civil	4 132,2	6 192,2	(2 060,0)
Dépenses opérationnelles	46 450,7	42 633,4	3 817,3

Catégorie de dépense	*Montants répartis*[a]	*Dépenses*[b]	*Écart*
Autres programmes	6,0	6,3	(0,3)
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	–	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–
Contributions du personnel	240,0	435,7	(195,7)
Total brut	**58 681,0**	**55 271,4**	**3 409,6**
Recettes provenant des contributions du personnel	(240,0)	(435,7)	195,7
Total net	**58 441,0**	**54 835,7**	**3 605,3**
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	**58 681,0**	**55 271,4**	**3 409,6**

[a] Sur la base des crédits ouverts en application de la résolution 54/260 B de l'Assemblée générale.
[b] Dont 32 342 300 dollars correspondant à des engagements non réglés.

Tableau 2
Personnel civil et militaire : effectifs autorisés, postes pourvus et pourcentage de postes vacants pendant la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000

Catégorie de personnel	*Effectifs autorisés*	*Effectifs déployés (moyenne)*	*Pourcentage de postes vacants*
Observateurs militaires			
6 août-30 novembre 1999[a]	90[b]	48	47
30 novembre 1999-30 juin 2000	500	136	73
Contingents			
24 février-30 juin 2000[c]	5 037	–	100
Personnel international[d]			
6 août 1999-6 janvier 2000	32	8	75
6 janvier-12 avril 2000	84	45	46
12 avril-14 juin 2000	198	94	53
14-30 juin 2000	199	128	36
Personnel local[d]			
6 août 1999-6 janvier 2000	40	9	78
6 janvier-12 avril 2000	50	34	32
12 avril-14 juin 2000	145	121	17
14-30 juin 2000	145	145	–

[a] Résolution 1258 (1999) du Conseil de sécurité.
[b] Personnel militaire de liaison.
[c] Résolution 1279 (1999) du Conseil de sécurité.
[d] Dotation provisoire en effectifs.

A. Exécution du budget de la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000 : tableau récapitulatif

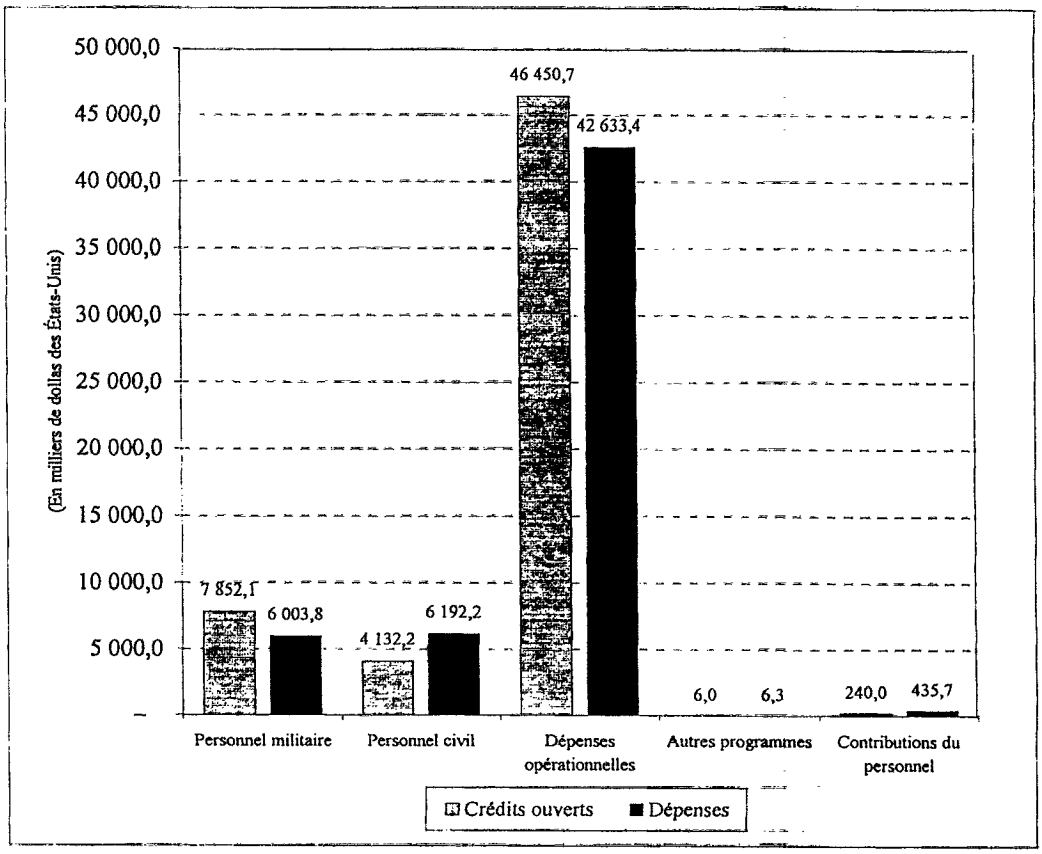
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépense	*(1) Montants répartis*[a]	*(2) Dépenses non renouvelables*	*(3) Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4) (1)-(3) Écart*
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	5 444,7	–	5 953,6	(508,9)
2. Contingents	1 957,4	37,3	50,2	1 907,2
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	300,0	–	–	300,0
b) Soutien autonome	150,0	–	–	150,0
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	–	–	–	–
Total partiel (rubrique 3)	**450,0**	**–**	**–**	**450,0**
Total (catégorie I)	**7 852,1**	**37,3**	**6 003,8**	**1 848,3**
II. Personnel civil				
1. Police civile	–	–	–	–
2. Personnel international et personnel local	4 132,2	–	6 192,2	(2 060,0)
3. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total (catégorie II)	**4 132,2**	**–**	**6 192,2**	**(2 060,0)**
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	3 230,6	1 629,7	2 229,0	1 001,6
2. Remise en état des infrastructures	–	–	–	–
3. Transports	12 100,0	10 895,9	11 463,1	636,9
4. Opérations aériennes	6 043,9	165,0	6 815,0	(771,1)
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	13 670,1	11 012,8	12 181,0	1 489,1
7. Matériel divers	7 035,0	7 072,1	7 194,5	(159,5)
8. Fournitures et services	2 571,1	45,3	2 374,2	196,9
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	1 000,0	–	–	1 000,0
b) Fret et camionnage par le soin d'entreprises privées	800,0	337,2	376,6	423,4
Total partiel (rubrique 9)	**1 800,0**	**337,2**	**376,6**	**1 423,4**
Total (catégorie III)	**46 450,7**	**31 158,0**	**42 633,4**	**3 817,3**

Catégorie de dépense	*(1) Montants répartis*[a]	*(2) Dépenses non renouvelables*	*(3) Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4)=(1)-(3) Écart*
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	6,0	–	6,3	(0,3)
3. Programmes de formation	–	–	–	–
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total (catégorie IV)	**6,0**	**–**	**6,3**	**(0,3)**
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	–	–	–	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–	–
VII. Contributions du personnel	240,0	–	435,7	(195,7)
Total brut (catégories I à VII)	**58 681,0**	**31 195,3**	**55 271,4**	**3 409,6**
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(240,0)	–	(435,7)	195,7
Total net (catégorie I à VIII)	**58 441,0**	**31 195,3**	**54 835,7**	**3 605,3**
IX. Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
X. Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–	–	–	–
Total des ressources	**58 681,0**	**31 195,3**	**55 271,4**	**3 409,6**

[a] Sur la base de l'autorisation d'engagement de dépenses approuvée dans la résolution 54/260 B.

B. Crédits ouverts et dépenses pour la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000



C. État des dépenses

Personnel militaire

Dépenses : 6 003 800 dollars

29. Le Conseil de sécurité avait approuvé au total 500 observateurs militaires pour la MONUC, mais au 30 juin 2000, 261 seulement avaient été déployés dans la zone de la Mission. Par sa résolution 1291 (2000) du 24 février 2000, le Conseil de sécurité a autorisé pour les contingents un effectif de 5 037 militaires (non compris les observateurs militaires), mais aucun contingent n'a été déployé au cours de la période considérée.

30. Les dépenses à cette rubrique correspondent à l'indemnité de subsistance (missions) (5 180 300 dollars) des observateurs militaires en République démocratique du Congo et des officiers de liaison affectés dans les pays voisins, ainsi qu'aux frais de déplacement locaux (750 200 dollars) et à l'indemnité d'habillement et d'équipement (23 100 dollars). En outre, 50 200 dollars ont été dépensés pour des

provisions et des frais de déplacement de 19 officiers d'état-major qui se sont rendus à Kinshasa pour mettre la dernière main aux dispositions en prévision du déploiement prévu de contingents dans la région.

Personnel civil

Dépenses : 6 192 200 dollars

31. Les ressources inscrites à cette rubrique étaient destinées aux traitements et aux dépenses connexes en vue du déploiement par étapes de personnel civil dont l'effectif devait atteindre 199 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 145 agents locaux au 30 juin 2000 (comme il ressort du tableau 2). Si au 30 juin 2000 le personnel local avait atteint l'effectif prévu, pour le personnel international le pourcentage de postes vacants était de 36 %.

32. Les dépenses comprennent 1 490 100 dollars correspondant aux traitements du personnel international, 466 600 à ceux du personnel local (personnel temporaire), 200 dollars aux heures supplémentaires, 888 900 dollars aux dépenses communes de personnel, 2 754 700 dollars à l'indemnité de subsistance (missions) et 591 700 dollars pour divers frais de voyage occasionnés par le démarrage et l'expansion de la mission.

Dépenses opérationnelles

Dépenses : 42 633 400 dollars

Locaux/hébergement

Dépenses : 2 229 000 dollars

33. Les dépenses à cette rubrique comprennent 216 100 dollars pour la location de locaux destinés à la MONUC à Kinshasa et Bangui et à trois bases de soutien logistique (à Kinshasa, Bunia et Boende), 32 800 dollars pour la modification et la remise en état de locaux au quartier général de la MONUC, 153 000 dollars pour des fournitures d'entretien, 165 200 dollars pour des services d'entretien des locaux de Kinshasa et Bangui, 32 200 dollars pour les services collectifs de distribution (pour l'ensemble de la mission) et 1 629 700 dollars pour des travaux de construction à Kinshasa, notamment la mise en place de structures préfabriquées Rubb Hall (logement, cantines de campagne, lavabos) en vue du déploiement des contingents de la mission.

Transports

Dépenses : 11 463 100 dollars

34. Les ressources inscrites à cette rubrique ont répondu aux besoins du démarrage, qui ont évolué à mesure que la mission se mettait en place. Dans ces dépenses entrent 10 895 900 dollars correspondant à l'achat de 367 véhicules, frais de transport compris, 149 400 dollars pour la location de véhicules à Kinshasa et en d'autres lieux de la région, 221 100 dollars pour des pièces de rechange, 135 300 dollars pour les carburants et lubrifiants, et 61 400 dollars pour l'assurance des véhicules de la MONUC.

Opérations aériennes

Dépenses : 6 815 100 dollars

35. Les ressources approuvées ont servi à financer les dépenses nécessaires pour les opérations aériennes dans la région de la mission pendant la période du 1er octobre 1999 au 30 juin 2000 : frais de location/affrètement à court terme (4 570 500 dollars), carburants et lubrifiants (1 354 900 dollars), déploiement/retrait (181 900 dollars), peinture/préparation (165 000 dollars), assurance-responsabilité (3 400 dollars), indemnité de subsistance des équipages (326 700 dollars), services et matériel de contrôle de la circulation aérienne (12 900 dollars), et droits d'atterrissage et manutention au sol pour les appareils basés sur les aéroports de Kinshasa, Lusaka, Bangui, Brazzaville, Kampala et Kigali (199 700 dollars).

Transmissions

Dépenses : 12 181 000 dollars

36. Les dépenses à cette rubrique ont permis d'acheter du matériel de transmissions (9 745 500 dollars), des pièces de rechange et des fournitures (436 100 dollars), du matériel d'atelier et d'essai (1 341 000 dollars), et de payer des communications par réseaux commerciaux (téléphone et service INTELSAT pour la région de la mission) (658 400 dollars). Les achats de matériel ont été basés sur les effectifs militaires envisagés, en prévision du déploiement effectif des contingents.

Matériels divers

Dépenses : 7 194 500 dollars

37. Les ressources inscrites à cette rubrique ont permis de répondre aux besoins de la mission : achat de mobilier de bureau (876 400 dollars) et de matériel de bureau (317 800 dollars) pour le démarrage des opérations de la MONUC à Kinshasa et en d'autres lieux de la région, dont Harare, Kampala, Lusaka, Kigali et Windhoek. On a en outre dépensé 2 939 600 dollars pour acheter du matériel informatique et des progiciels et acquitter les droits de licence. Les dépenses ont également visé 139 groupes électrogènes de différente taille (2 071 200 dollars), du matériel d'observation (133 300 dollars), d'autres matériels divers (122 300 dollars), du matériel pour la défense des périmètres (20 100 dollars), du matériel d'épuration de l'eau (2 000 dollars), du matériel d'hébergement (588 700 dollars), du matériel frigorifique (700 dollars) et des pièces de rechange, réparations et entretien (122 400 dollars).

Fournitures et services

Dépenses : 2 374 200 dollars

38. Les ressources inscrites à cette rubrique sont allées à des services divers (1 574 300 dollars) et des fournitures diverses (799 900 dollars). Sur ces montants, 1 262 400 dollars ont servi à payer divers services contractuels dont la mission a eu besoin pendant la période considérée (infrastructures, communications, ramassage des déchets et des ordures et nettoyage des locaux de la MONUC à Kinshasa). Elles ont servi aussi à des remboursements de soins et de services médicaux (5 700 dollars), des gardes de sécurité locaux (105 500 dollars), des ajustements pour pertes de

change (45 300 dollars), des frais de représentation (4 600 dollars), et d'autres services divers tels que frais bancaires et autres frais (150 800 dollars).

39. S'agissant des fournitures, les dépenses à cette rubrique ont servi pour les achats ci-après : papeterie et fournitures de bureau (136 200 dollars), fournitures médicales (8 200 dollars), fournitures sanitaires et articles de nettoyage (14 000 dollars), abonnements (7 800 dollars), fournitures électriques (54 800 dollars), fournitures informatiques (33 600 dollars), accessoires d'uniforme (203 200 dollars), fournitures pour la défense des périmètres (214 600 dollars), cartes opérationnelles (22 100 dollars), intendance et magasins (105 400 dollars).

Fret aérien et de surface

Dépenses : 376 600 dollars

40. Les dépenses à cette rubrique correspondent au transport aérien, par des compagnies commerciales, de matériel et de fournitures achetés par la mission, ainsi qu'au transport de matériel appartenant aux Nations Unies depuis la Base de soutien logistique de Brindisi jusqu'à la mission.

Autres programmes

Programmes d'information

Dépenses : 6 300 dollars

41. Les ressources inscrites à cette rubrique ont servi pour divers services visant la production et la diffusion de la documentation du programme d'information de la MONUC.

Contributions du personnel

Dépenses : 435 700 dollars

42. Un montant de 435 700 dollars a été enregistré à cette rubrique.

Recettes provenant des contributions du personnel

Dépenses : (435 700 dollars)

43. Ce montant correspond aux contributions du personnel (voir ci-dessus par. 42).

D. Personnel civil et militaire : effectifs autorisés et effectifs déployés pendant la période du 6 août 1999 au 30 juin 2000

Catégorie de personnel	*31 août*	*30 septembre*	*31 octobre*	*30 novembre*	*31 décembre*	*31 janvier*	*29 février*	*31 mars*	*30 avril*	*31 mai*	*30 juin*
Personnel militaire											
Observateurs militaires											
Effectifs autorisés	90[a]	90[a]	90[a]	90[a]	500	500	500	500	500	500	500
Effectifs déployés	–	38	44	62	78	80	83	108	126	219	261
Pourcentage de postes vacants	100	58	51	31	84	84	83	78	75	56	48
Contingents											
Effectifs autorisés	–	–	–	–	–	–	5 037	5 037	5 037	5 037	5 037
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pourcentage de postes vacants	–	–	–	–	–	–	100	100	100	100	100
Total, personnel militaire											
Effectifs autorisés	**90**	**90**	**90**	**90**	**500**	**500**	**5 537**	**5 537**	**5 537**	**5 537**	**5 537**
Effectifs déployés	**–**	**38**	**44**	**62**	**78**	**80**	**83**	**108**	**126**	**219**	**261**
Personnel civil											
Personnel international[b]											
Effectifs autorisés	32	32	32	32	32	84	84	84	198	198	199
Effectifs déployés	–	–	5	10	23	32	43	60	83	104	128
Pourcentage de postes vacants	100	100	84	69	28	62	49	29	58	47	36
Personnel local											
Effectifs autorisés[b]	40	40	40	40	40	50	50	50	145	145	145
Effectifs déployés	–	3	11	14	18	21	31	50	106	135	145
Pourcentage de postes vacants	100	93	73	65	55	58	38	–	27	7	–
Total, personnel civil											
Effectifs autorisés	**72**	**72**	**72**	**72**	**72**	**134**	**134**	**134**	**343**	**343**	**344**
Effectifs déployés	**–**	**3**	**16**	**24**	**41**	**53**	**74**	**110**	**189**	**239**	**273**

[a] Personnel militaire de liaison.
[b] Effectifs provisoires.

IV. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

44. Les prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 ont été calculées en fonction de l'ensemble des besoins correspondant à la suite de la mise en place, du renforcement et du fonctionnement de la MONUC, selon le plan d'opérations de la Mission, qui connaît l'évolution exposée plus haut, au chapitre II du présent rapport.

45. Le projet de budget de la MONUC pour la période qui se termine le 30 juin 2001 s'élève (montant brut) à 273 119 600 dollars (montant net : 270 085 600 dollars), y compris l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant brut réparti de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/260 B du 15 juin 2000, et l'autorisation supplémentaire d'engagement de dépenses (sans montants à répartir) de 49 865 400 dollars (montant brut) (montant net : 49 530 700 dollars) accordée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le 23 avril 2001.

Contributions au titre de l'accord sur le statut des forces

46. L'accord sur le statut des forces entre l'ONU et le Gouvernement de la République démocratique du Congo a été conclu le 4 mai 2000.

Contributions volontaires et fonds d'affectation spéciale

47. Il n'a pas été reçu de contributions volontaires pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Les contributions au fonds d'affectation spéciale figurent dans le tableau ci-après.

Fonds d'affectation spéciale de soutien au processus de paix en République démocratique du Congo

(En dollars des États-Unis)

Montant début période (1er juillet 1999)	–
1er juillet 1999 au 30 juin 2000	
Recettes	432 504
Dépenses	–
Solde fin période, 30 juin 2000	**432 504**

Matériel appartenant aux contingents et soutien logistique autonome

Méthode de remboursement

48. Les montants à rembourser aux gouvernements qui fournissent des contingents ont été calculés sur la base des taux de remboursement standard établis en ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents (contrats de location avec services) et le soutien logistique autonome pour six unités d'infanterie (gardes militaires), une unité de patrouille fluviale et des unités spécialisées d'appui, y compris le matériel

et les services fournis par le Gouvernement français pour l'appui à deux des unités de gardes militaires.

Prévisions de dépenses

Matériels majeurs

49. Les prévisions de dépenses en ce qui concerne les sommes à rembourser au titre de matériels majeurs se chiffrent à 1 320 000 dollars.

Soutien logistique autonome

50. Les prévisions de dépenses au titre du soutien logistique autonome se chiffrent à 1 246 800 dollars et se répartissent comme suit :

Catégorie	*Montant (en dollars É-U)*
Restauration	128 700
Transmissions	374 400
Matériel de bureau	27 800
Matériel électrique	32 700
Génie (matériel mineur)	18 300
Enlèvement des explosifs et munitions	34 200
Blanchissage et nettoyage	88 500
Matériel de campement	39 200
Hébergement	600
Services médicaux	138 600
Observation	146 300
Identification	–
Protection nucléaire, biologique et chimique	–
Défense des périmètres	–
Fournitures diverses (magasins)	217 500
Matériel hors normes	–
Total	**1 246 800**

Facteurs applicables à la Mission

51. Les facteurs applicables à la Mission visent à tenir compte, dans les montants remboursés aux pays qui fournissent des contingents, des difficultés particulières existant dans la zone de la Mission; ils sont appliqués aux taux de remboursement mensuels, ainsi qu'il est indiqué ci-après :

Facteurs applicables à la Mission	*Pourcentage*
Contraintes du milieu	1,8
Usage opérationnel intense	0,8
Acte d'hostilité ou abandon forcé	2,9
Différentiel de transport (moyenne)[a]	1,5

[a] Chiffre provisoire.

État des remboursements aux gouvernements fournissant des contingents

Gouvernements fournissant des contingents

52. Au moment de l'élaboration du présent rapport, les négociations se poursuivaient avec un certain nombre de gouvernements pour la mise à la disposition de la MONUC de contingents avec leur matériel. Au 30 avril 2001, des accords avaient été conclus avec les Gouvernements de l'Afrique du Sud, du Maroc, du Sénégal, de la Tunisie et de l'Uruguay pour le déploiement de gardes militaires et d'unités spécialisées.

État des remboursements

53. Les prévisions de dépenses au titre des montants à rembourser aux gouvernements fournissant des contingents ont été calculées selon les taux standard approuvés par l'Assemblée générale et le calendrier prévisionnel de déploiement des contingents.

54. Les prévisions de dépenses au titre des montants à rembourser aux gouvernements fournissant des contingents se chiffrent à 4 463 400 dollars, ce qui couvre le déploiement de contingents pour l'équivalent de 4 796 mois/homme.

Effectifs nécessaires

55. Les effectifs nécessaires sont récapitulés ci-après :

Catégorie de personnel	*2000/01*
Personnel international	
Secrétaire général adjoint	1
Sous-Secrétaire général	1
D-2	3
D-1	4
P-5	17
P-4	38
P-3	74
P-2/1	6
Total partiel	**144**

Catégorie de personnel	*2000/01*
Agents des services généraux (1re classe)	–
Agents des services généraux (autres classes)	33
Total partiel	**33**
Service mobile	161
Service de sécurité	–
Total partiel	**161**
Total, personnel international	**338**
Personnel local	325
Agents nationaux	–
Volontaires des Nations Unies	–
Total partiel	**325**
Total	**663**

56. Les effectifs proposés pour la MONUC, qui continuent à évoluer compte tenu des besoins organisationnels et logistiques complexes de la Mission, traduisent le caractère multidisciplinaire du mandat qui lui est confié. Dans sa résolution 1291 (2000) du 24 février 2000, le Conseil de sécurité a notamment autorisé la MONUC à comporter l'effectif voulu de personnel civil d'appui, notamment dans les domaines des droits de l'homme, des affaires humanitaires, de l'information, de la protection des enfants, des affaires politiques, du soutien médical et de l'appui administratif. Le Conseil ayant adopté par la suite, en février 2001, un plan d'opérations actualisé (exposé dans le document S/2001/128), les effectifs de la Mission ont été élaborés de manière à traduire et soutenir le plan révisé, comportant quatre quartiers généraux de secteur à Kisangani, Kanaga et Kalemie, les opérations étant encadrées depuis le quartier général de la Mission à Kinshasa. Les effectifs civils de la Mission, qui figurent dans le tableau ci-après, traduisent cette organisation. Ils comptent 663 postes, dont 338 pour le personnel international (144 administrateurs, 33 agents des services généraux, et 161 agents du service mobile) et 325 pour le personnel local. La répartition envisagée du personnel civil en catégories et bureaux est donnée plus loin à la section IV.A, le calendrier de déploiement du personnel civil dans la section IV.B.

57. À mesure que le déploiement des contingents avance et que la Mission se développe, on prévoit que le personnel civil sera également étoffé d'ici à décembre 2001 (les détails sont indiqués dans la section V du présent rapport). Les effectifs civils nécessaires seront fonction d'un certain nombre de facteurs, en particulier d'une éventuelle décision du Conseil de sécurité révisant à nouveau le plan d'opérations de la Mission et élargissant notablement le mandat et l'ampleur de la MONUC. Des détails plus précis sur les effectifs étoffés seront présentés dans le prochain rapport sur le financement de la MONUC, qui sera soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session.

A. Effectifs proposés pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Services organiques (Kinshasa et secteurs)																		
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général	1	1	–	1	1	–	1	–	5	1	–	2	–	3	5	–	–	13
Auditeur résident	–	–	–	–	1	–	1	–	2	–	–	1	–	1	–	–	–	3
Bureau du Conseiller juridique	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	1	–	1	1	–	–	4
Bureau du commandant de la Force	–	–	1	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	1	1	–	–	3
Bureau du Conseiller aux affaires politiques	–	–	1	1	1	5	5	2	15	–	–	2	–	2	5	–	–	22
Bureau du facilitateur neutre	–	–	1	1	2	4	2	1	11	–	–	1	–	1	4	–	–	16
Bureau de l'information	–	–	–	–	1	1	4	–	6	1	–	–	–	1	3	–	–	10
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	2	3	6	–	11	–	–	2	–	2	1	–	–	14
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	3	6	–	9	–	–	4	–	4	8	–	–	21
Bureau de protection de l'enfance	–	–	–	–	3	–	3	–	6	–	–	2	–	2	2	–	–	10
Total partiel, Services organiques	**1**	**1**	**3**	**3**	**11**	**17**	**29**	**3**	**68**	**2**	**–**	**16**	**–**	**18**	**30**	**–**	**–**	**116**
Administration																		
a) Quartier général (Kinshasa)																		
Bureau du Chef de l'administration																		
Bureau du Chef de l'administration	–	–	–	1	1	1	2	–	5	–	–	2	–	2	3	–	–	10
Sécurité	–	–	–	–	–	1	3	–	4	7	–	–	–	7	2	–	–	13
Bureau des services administratifs																		
Bureau du Chef des services administratifs	–	–	–	–	1	–	1	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2
Section des finances	–	–	–	–	–	1	1	–	2	4	–	4	–	8	6	–	–	16
Section du personnel	–	–	–	–	–	1	2	–	3	3	–	2	–	5	3	–	–	11
Section des achats	–	–	–	–	–	1	4	2	7	6	–	–	–	6	3	–	–	16
Section des services généraux	–	–	–	–	–	1	1	1	3	1	–	1	–	2	13	–	–	18
Section des services médicaux	–	–	–	–	–	1	–	–	1	1	–	–	–	1	1	–	–	3

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2 1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Bureau des services d'appui intégré																		
Bureau du Chef des services d'appui intégré	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	1	5	–	**6**	12	–	–	–	**12**	11	–	–	**29**
Section du contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	3	–	1	–	**4**	2	–	–	**7**
Section des approvisionnements	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	5	–	–	–	**5**	5	–	–	**13**
Groupe de la gestion des avoirs et du contrôle du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	4	–	–	–	**4**	1	–	–	**7**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	1	4	–	**5**	11	–	4	–	**15**	2	–	–	**22**
Réception et inspection	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	5	–	–	–	**5**	9	–	–	**14**
Groupe de contrôle du matériel et des stocks	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	3	–	–	–	**3**	1	–	–	**4**
Section des services informatiques	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	10	–	–	–	**10**	2	–	–	**14**
Section des communications	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	4	–	–	–	**4**	12	–	–	**17**
Section des transports	–	–	–	–	–	2	–	–	**2**	10	–	3	–	**13**	14	–	–	**29**
b) Base de soutien logistique – Bangui																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	–	–	–	–	**–**	1	–	–	**2**
Finances	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	3	–	–	**4**
Personnel	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	4	–	–	**5**
Achats	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	3	–	–	**3**
Services généraux	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	8	–	–	**8**
Approvisionnements	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**4**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	4	–	–	**5**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	3	–	–	**4**
Communications	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	3	–	–	–	**3**	5	–	–	**8**
Transports	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	4	–	–	–	**4**	4	–	–	**9**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	1	–	–	**2**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	–	–	–	**2**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
c) Base de soutien logistique – Goma																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	1	–	–	–	**1**	1	–	–	**3**
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**5**
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	–	–	**–**	2	–	–	**3**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	4	–	–	–	**4**	3	–	–	**7**
Approvisionnements	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	3	–	–	**4**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	–	–	**–**	3	–	–	**4**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	4	–	–	**5**
Communications	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	–	–	**2**	4	–	–	**7**
Transports	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	5	–	–	**6**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	3	–	–	–	**3**	3	–	–	**8**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	3	–	–	–	**3**	–	–	–	**3**
d) Quartier général de secteur – Mbandaka																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	–	–	**–**	2	–	–	**4**
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	–	–	**2**	5	–	–	**8**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	5	–	–	**7**
Approvisionnements	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	6	–	–	**8**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	2	–	**2**	–	–	–	–	**–**	7	–	–	**9**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	5	–	–	**7**
Communications	–	–	–	–	–	–	2	–	**2**	–	–	–	–	**–**	5	–	–	**7**
Transports	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	6	–	–	**8**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	2	–	–	**2**	2	–	–	–	**2**	4	–	–	**8**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	2	–	–	–	**2**	–	–	–	**2**
e) Quartier général de secteur – Kinsangani																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	–	–	–	–	**–**	1	–	–	**2**
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	4	–	–	**6**
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	1	–	–	**3**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2 1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4	–	–	–	**4**	3	–	–	**7**
Approvisionnements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	3	–	–	**4**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	–	–	–	3	–	–	**4**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	4	–	–	**5**
Communications	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	–	–	**2**	4	–	–	**7**
Transports	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	5	–	–	–	**5**	4	–	–	**10**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	3	–	–	–	**3**	3	–	–	**8**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	–	–	**3**	–	–	–	**3**
f) Quartier général de secteur – Kalemie																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30	–	–	**30**
g) Quartier général de secteur – Kanaga																		
Fonctionnaire d'administration régionale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30	–	–	**30**
Total partiel, administration	–	–	–	1	6	21	45	3	**76**	**159**	–	**17**	–	**176**	**295**	–	–	**547**
Total	**1**	**1**	**3**	**4**	**17**	**38**	**74**	**6**	**144**	**161**	–	**33**	–	**194**	**325**	–	–	**663**

B. Déploiement du personnel civil du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Le calendrier de déploiement du personnel civil ressort du tableau ci-après :

		2000						*2001*					
		Déploiement effectif									*Déploiement prévu*		
Catégorie de personnel	*Effectifs approuvés*[a]	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Octobre*	*Novembre*	*Décembre*	*Janvier*	*Février*	*Mars*	*Avril*	*May*	*Juin*
Personnel international													
Secrétaire général adjoint	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sous-Secrétaire général	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
D-2	3	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	3
D-1	3	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2	4
P-5	16	4	4	4	4	4	4	4	5	5	7	11	17
P-4	37	21	23	25	25	24	24	23	26	24	27	31	38
P-3	74	29	28	30	34	33	33	32	30	33	41	50	74
P-2/1	6	3	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Total partiel	**141**	**63**	**67**	**71**	**75**	**73**	**71**	**69**	**71**	**72**	**85**	**102**	**144**
Agents des services généraux (Ire classe)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Agents des services généraux (autres classes)	33	15	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33
Total partiel	**33**	**15**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**
Service mobile	161	75	65	71	76	85	87	88	92	101	110	139	161
Service de sécurité	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**161**	**75**	**65**	**71**	**76**	**85**	**87**	**88**	**92**	**101**	**110**	**139**	**161**
Total, personnel international	**335**	**153**	**165**	**175**	**184**	**191**	**191**	**190**	**196**	**206**	**228**	**274**	**338**
Personnel local	265	154	164	180	264	196	200	205	208	222	225	235	325
Administrateurs recrutés sur le plan local	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**265**	**154**	**164**	**180**	**264**	**196**	**200**	**205**	**208**	**222**	**225**	**235**	**325**
Total	**600**	**307**	**329**	**355**	**448**	**387**	**391**	**395**	**404**	**428**	**453**	**509**	**663**

[a] Sur la base de la résolution 54/260 B de l'Assemblée générale du 15 juin 2000.

C. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif

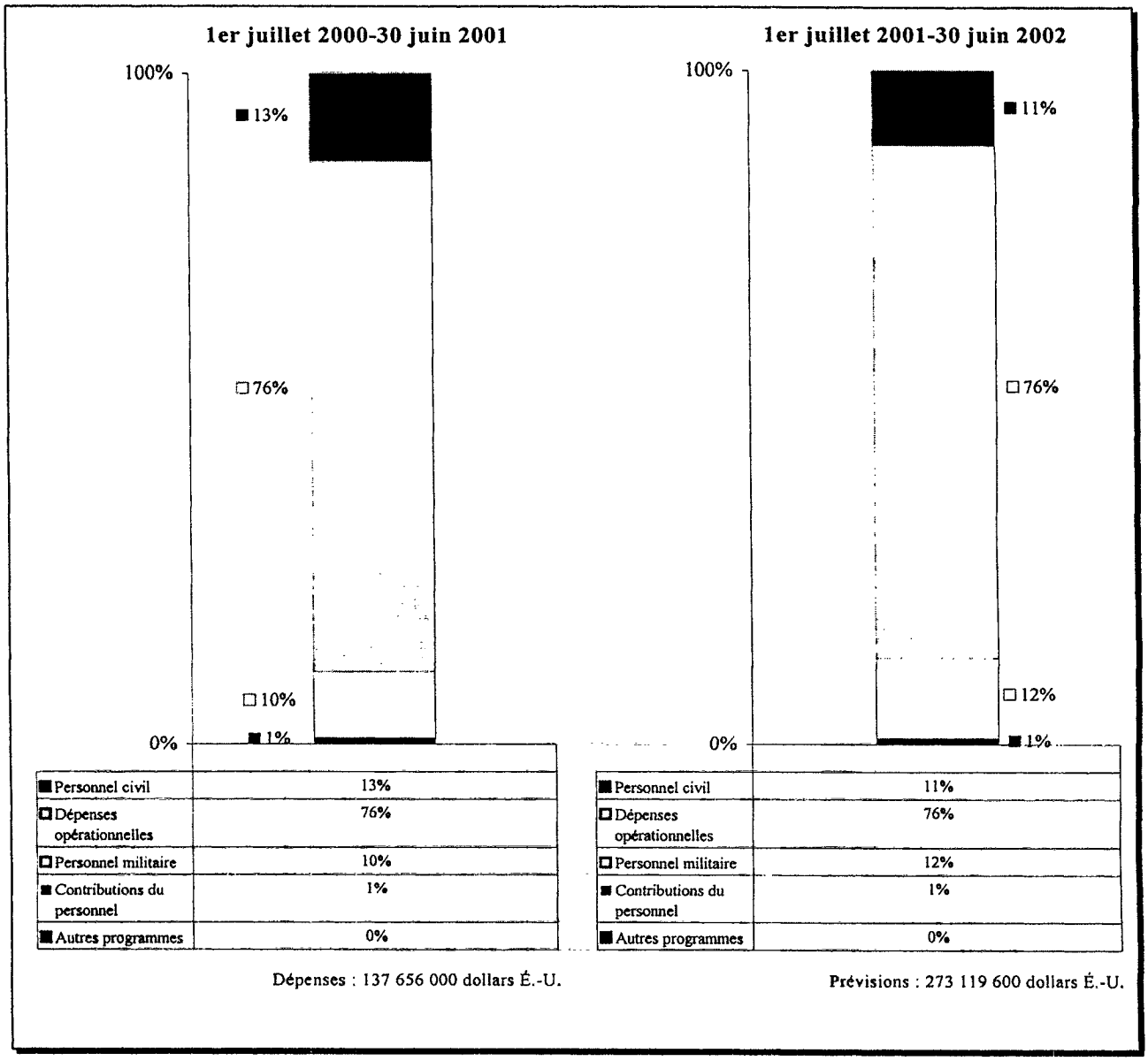
(En milliers de dollars des États-Unis)

		(1)	(2)	(3)	(4)
		1er juillet 2000-30 juin 2001	*1er juillet 2000-31 mars 2001*	*1er juillet 2000-30 juin 2001*	
Catégorie de dépenses		*Montants répartis*[a]	*Dépenses*	*Dépenses totales*	*Dépenses non renouvelables*
I.	**Personnel militaire**				
1.	Observateurs militaires	10 876,8	10 478,7	19 160,1	1 312,7
2.	Contingents	9 948,1	3 243,9	11 249,8	3 562,4
3.	Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
	a) Matériel appartenant aux contingents	1 850,0	–	1 320,0	–
	b) Soutien autonome	410,0	–	1 246,8	–
	c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40,0	–	198,7	–
	Total partiel, rubrique 3	**2 300,0**	**–**	**2 765,5**	**–**
	Total, catégorie I	**23 124,9**	**13 722,6**	**33 175,4**	**4 875,1**
II.	**Personnel civil**				
1.	Police civile	–	–	–	–
2.	Personnel international et personnel local	9 253,7	18 012,0	28 790,5	–
3.	Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
4.	Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5.	Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
	Total, catégorie II	**9 253,7**	**18 012,0**	**28 790,5**	**–**
III.	**Dépenses opérationnelles**				
1.	Locaux/hébergement	14 875,8	6 762,6	11 451,5	7 389,4
2.	Remise en état des infrastructures	1 260,0	24,1	5 130,0	5 130,0
3.	Transports	38 004,8	28 163,9	37 534,1	36 173,2
4.	Opérations aériennes	23 243,7	16 332,0	63 295,5	4 755,4
5.	Opérations navales	–	–	–	–
6.	Transmissions	28 849,8	22 001,7	26 139,6	24 932,7
7.	Matériel divers	16 912,5	16 294,1	22 362,7	21 515,6
8.	Fournitures et services	9 876,0	6 157,1	9 010,0	909,1
9.	Fret aérien et de surface				
	a) Transport du matériel appartenant aux contingents	18 571,6	7 667,1	23 935,0	23 935,0

		(1)	(2)	(3)	(4)
		1er juillet 2000-30 juin 2001	*1er juillet 2000-31 mars 2001*	*1er juillet 2000-30 juin 2001*	
	Catégorie de dépenses	*Montants répartis*[a]	*Dépenses*	*Dépenses totales*	*Dépenses non renouvelables*
	b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	6 380,0	1 065,0	8 850,0	8 850,0
	Total partiel, rubrique 9	**24 951,6**	**8 732,1**	**32 785,0**	**32 785,0**
	Total, catégorie III	**157 974,2**	**104 467,6**	**207 708,4**	**133 590,4**
IV.	**Autres programmes**				
1.	Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2.	Programmes d'information	5,0	5,4	28,8	–
3.	Programmes de formation	–	–	82,5	–
4.	Programmes de déminage	–	–	–	–
5.	Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
6.	Projets à impact rapide	–	–	300,0	300,0
	Total, catégorie IV	**5,0**	**5,4**	**411,3**	**300,0**
V.	**Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)**	–	–	–	–
VI.	**Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**	–	–	–	–
VII.	**Contributions du personnel**	**826,6**	**1 448,4**	**3 034,0**	–
	Montant brut des ressources nécessaires, catégories I à VII	191 184,4	137 656,0	273 119,6	138 465,5
VIII.	**Recettes provenant des contributions du personnel**	(826,6)	(1 448,4)	(3 034,0)	–
	Montant net des ressources nécessaires, catégories I à VIII	190 357,8	136 207,6	270 085,6	138 465,5
IX.	**Contributions volontaires en nature (budgétisées)**	–	–	–	–
X.	**Contributions volontaires en nature (non budgétisées)**	–	–	–	–
	Total	**191 184,4**	**137 656,0**	**273 119,6**	**138 465,5**

[a] Montant total réparti calculé sur la base de l'engagement de dépenses d'un montant brut à mettre en recouvrement de 141 319 000 dollars autorisé par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/260 B du 15 juin 2000 et du montant brut non réparti de 49 865 400 dollars des engagements autorisés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le 23 avril 2001.

D. Répartition des ressources (montant brut) par grande catégorie[a, b]



	1er juillet 2000-30 juin 2001	1er juillet 2001-30 juin 2002
Personnel civil	13%	11%
Dépenses opérationnelles	76%	76%
Personnel militaire	10%	12%
Contributions du personnel	1%	1%
Autres programmes	0%	0%

Dépenses : 137 656 000 dollars É.-U.

Prévisions : 273 119 600 dollars É.-U.

[a] Les autres programmes représentent moins de 1 % du total.
[b] Le total peut ne pas représenter 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

E. Explications complémentaires

Personnel militaire

Prévisions : 33 175 400 dollars

58. Le montant prévu à cette rubrique correspond au coût du déploiement progressif, dans la zone de la MONUC, d'un maximum de 2 446 membres du personnel militaire, dont un maximum de 550 observateurs militaires, conformément au calendrier ci-dessous :

Déploiement des observateurs militaires et des contingents (juillet 2000 à juin 2001)

	2000						*2001*					
	Juill.	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Observateurs militaires	164	163	159	158	138	132	127	135	229	400	500	550
Contingents												
Officiers de liaison	102	99	91	89	86	75	75	76	82	–	–	–
Unités de gardes/ d'appui	–	–	–	–	–	–	–	–	161	1 254	1 485	1 896
Total	**266**	**262**	**250**	**247**	**224**	**207**	**202**	**211**	**472**	**1 654**	**1 985**	**2 446**

Observateurs militaires

59. Le montant de 19 160 100 dollars prévu à cette rubrique correspond au déploiement d'observateurs militaires à la MONUC et est calculé sur la base des taux propres à la Mission figurant dans la partie IV.F. Les dépenses prévues se répartissent comme suit : indemnité de subsistance (mission) pour 86 853 jours-homme (16 892 900 dollars), frais de voyage lors du déploiement et de la relève (2 219 800 dollars) et indemnité d'habillement et d'équipement (47 400 dollars).

Contingents

60. Le montant de 11 249 800 dollars prévu à cette rubrique correspond au déploiement à la MONUC d'unités de gardes militaires et d'unités spécialisées jusqu'à concurrence de 1 896 personnes jusqu'au 30 juin 2001. Les contingents se composent actuellement de six unités de gardes, unités de patrouille fluviale, unités d'évacuation sanitaire et de secouristes en cas d'accident aérien, unités de manutention du fret et unités administratives et d'appui. Le montant correspond au déploiement progressif indiqué au tableau ci-dessus et comprend le remboursement aux gouvernements aux taux standard pour 4 796 mois-homme (4 463 400 dollars) ainsi que les rations, y compris des stocks d'eau en bouteille et une réserve de 14 jours, au coût unitaire indiqué à la partie F (1 996 200 dollars). Des ressources supplémentaires sont prévues au titre du bien-être (35 100 dollars), de l'indemnité journalière et de l'indemnité de subsistance (mission) pour les officiers de liaison (1 076 000 dollars) ainsi que l'indemnité d'habillement et d'équipement (329 100 dollars). Par ailleurs, le montant de 3 350 000 dollars au titre du déploie-

ment des contingents est calculé sur la base du coût estimatif des contrats d'affrètement aérien.

Autres ressources nécessaires au titre du personnel militaire

61. Le montant de 2 765 500 dollars prévu à cette rubrique représente les sommes à rembourser aux gouvernements fournissant des contingents pour l'utilisation du matériel appartenant aux contingents (1 320 000 dollars) et au titre du soutien autonome (1 246 800 dollars), ce dernier chiffre étant calculé sur la base des taux standard applicables conformément au calendrier de déploiement indiqué dans le tableau ci-dessus. Le montant prévu comprend également le remboursement aux gouvernements des sommes qu'ils ont versées à leur personnel militaire en cas de décès, d'invalidité, de blessure ou de maladie résultant de leur tour de service à la MONUC, sur la base d'une indemnisation moyenne de 40 000 dollars calculée pour 1 % de l'effectif militaire (198 700 dollars).

Personnel civil

Prévisions : 28 790 500 dollars

62. Le montant prévu à cette rubrique concerne le personnel international et le personnel local et correspond au déploiement progressif, conformément au calendrier indiqué dans la partie IV.B ci-dessus, de 663 membres du personnel civil, dont 338 fonctionnaires recrutés sur le plan international (144 administrateurs, 33 agents des services généraux et 161 agents du Service mobile), et 325 agents locaux.

Personnel international et personnel local

63. Le montant prévu pour le personnel international est calculé sur la base des coûts salariaux standard applicables à New York pour 30 % du personnel international et des barèmes de traitement applicables aux engagements pour une durée limitée pour 70 % des postes. Le montant prévu pour les dépenses communes de personnel au titre du personnel recruté expressément pour la Mission tient compte d'un niveau plus faible de ressources nécessaires pour cette catégorie de personnel et représente une réduction de 60 % par rapport aux coûts standard. Les traitements et les dépenses communes de personnel pour le personnel local sont calculés sur la base des barèmes locaux applicables à la zone de la Mission (voir partie IV.F). Les montants prévus au titre des consultants (5 300 dollars), des heures supplémentaires (2 000 dollars) et du personnel temporaire (295 000 dollars) doivent couvrir les dépenses effectives engagées pendant l'exercice financier en cours. Un montant supplémentaire de 782 300 dollars est prévu pour les autres voyages autorisés. Comme indiqué dans la partie IV.F, ce montant permettra de couvrir les frais de voyage pour des consultations et réunions politiques, notamment du Représentant spécial du Secrétaire général (137 900 dollars), et des spécialistes de la logistique, des transmissions et du traitement électronique des données ainsi que d'autres spécialistes de l'administration et de la logistique chargés de la mise en place des systèmes et structures administratifs et techniques de la Mission (539 400 dollars).

Dépenses opérationnelles

Prévisions : 207 708 400 dollars

64. Le montant prévu à cette rubrique correspond aux dépenses afférentes à la mise en place et au fonctionnement de la MONUC, notamment les dépenses au titre des locaux et de l'hébergement (11 451 500 dollars), de la remise en état des infrastructures (5 130 000 dollars), des transports (37 534 100 dollars), des opérations aériennes (63 295 500 dollars), des transmissions (26 139 600 dollars), du matériel divers (22 362 700 dollars), des fournitures et services (9 010 000 dollars) et du fret aérien et de surface (32 785 000 dollars). Comme indiqué à la partie IV.G, le montant prévu comprend des dépenses non renouvelables (133 590 400 dollars) correspondant à l'acquisition et à l'installation de structures pour bureaux et logements, à la remise en état de pistes d'atterrissage et d'infrastructures de transport, à l'achat de véhicules, à la mobilisation et à l'installation d'appui au service aérien, à l'achat de matériel de transmissions, d'informatique et autre ainsi qu'au transport dans la zone de la Mission de matériel et fournitures appartenant aux contingents et à l'ONU.

Locaux/hébergement

65. Le montant prévu à cette rubrique concerne la location de locaux (1 890 000 dollars) pour les bureaux, les installations d'appui et les bases de soutien logistique de Kinshasa, Goma, Bangui, Matadi et des quartiers généraux de secteur de Mbandaka, Kisangani, Kananga et Kalemie, ainsi que des aérogares et bases d'opérations des équipes d'observateurs militaires dans toute la zone de la Mission. De plus, un montant est également prévu pour l'aménagement et la remise en état de bâtiments existants (1 200 000 dollars), l'achat de fournitures d'entretien (189 000 dollars), les services d'entretien (94 800 dollars) et les raccordements collectifs, y compris le carburant destiné aux groupes électrogènes (688 300 dollars).

66. Comme indiqué dans la partie IV.G, un montant de 7 389 400 dollars est prévu pour l'acquisition de structures à parois rigides et à parois souples pour l'hébergement et les bureaux, de conteneurs, de cuisines de campagne, de blocs sanitaires et de tentes ainsi que des matériaux et services nécessaires à des projets de construction locaux.

Remise en état des infrastructures

67. Un montant de 5 130 000 dollars est prévu pour la remise en état indispensable des pistes d'atterrissage de Kinshasa, Ikela, Goma et des sites de secteur (4 700 000 dollars), la remise en état et l'entretien des routes à proximité des sites de déploiement des contingents (30 000 dollars) et l'achat et l'installation de deux ponts Bailey (400 000 dollars).

Transports

68. Au stade actuel, sur la base du concept d'opérations, le parc de véhicules proposé pour la MONUC comprend 954 véhicules, dont 870 véhicules appartenant à l'ONU et 84 remorques. Sur ce total, 489 véhicules doivent être acquis pendant l'exercice financier en cours (voir partie IV.G). Un total de 367 véhicules ont été achetés pendant l'exercice financier précédent, 98 autres véhicules ayant été transférés de la MINURCA à la MONUC. En plus des véhicules de l'ONU, sur la base du déploiement actuellement prévu, 267 véhicules appartenant aux contingents (dont

47 remorques) devraient être acheminés dans la zone de la Mission pour le 30 juin 2001. Un montant de 35 815 000 dollars est prévu pour l'acquisition de véhicules pendant la période en cours. Un montant est également prévu au titre de la location de véhicules (270 000 dollars) en attendant la livraison du parc complet des véhicules appartenant à l'ONU, du matériel (358 200 dollars), des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien des véhicules appartenant à l'ONU (327 000 dollars), du carburant et des lubrifiants (617 800 dollars) ainsi que de l'assurance responsabilité (146 100 dollars).

Opérations aériennes

69. Étant donné l'étendue de la zone d'opérations de la MONUC et l'absence d'une bonne infrastructure de transport dans la région de la Mission, une flotte aérienne de 35 appareils est considérée comme une condition indispensable au fonctionnement de la MONUC. La voie aérienne sera le seul mode de transport à grande échelle de matériel, de personnel et d'approvisionnements sur de longues distances entre le quartier général de la Mission à Kinshasa, les diverses bases de soutien logistique et les quatre quartiers généraux de secteur. La flotte prévue se composera de huit hélicoptères et de 27 avions fournis en vertu de contrats à long terme et d'arrangements prévus dans une lettre d'attribution, comme suit :

a) Six hélicoptères de manoeuvre moyens MI-8/MTV-1 et deux hélicoptères moyens S61N (Sikorsky);

b) Quatre avions-cargos lourds IL-76, trois avions de transport lourds L-100, huit avions AN-124 et trois AN-12, deux appareils mixtes moyens AN-26, un appareil mixte B-400 et six avions B-200.

70. Les montants prévus pour la location et l'affrètement (33 140 400 dollars), le carburant (14 946 900 dollars), le déploiement et la peinture des appareils (1 749 000 dollars) ainsi que l'assurance responsabilité (84 300 dollars) sont calculés sur la base des tarifs actuels et prévus, des contrats, des lettres d'attribution et des prévisions concernant la consommation de carburant. On trouvera des informations détaillées sur les coûts dans la partie IV.F.

71. Le montant prévu à cette rubrique couvre également l'indemnité de subsistance des équipages (2 126 200 dollars) et autres dépenses liées aux opérations aériennes (11 248 700 dollars). Ces autres dépenses concernent les coûts de mobilisation et de fonctionnement afférents à un contrat d'appui aux services aériens qui prendra effet au cours du dernier trimestre de l'exercice financier en cours et couvrira toute la zone de la Mission, portant sur les aérodromes et services aériens à destination et en provenance de Kinshasa, Goma, Bangui et des quatre quartiers généraux de secteur, à savoir Kisangani, Kananga, Mbandaka et Kalemie. Le coût de ce service (10 627 000 dollars) est calculé sur la base du contrat effectif et couvrira un large éventail de services aéroportuaires et de circulation aérienne : manutention du fret, services de passagers, services de secours, entretien du matériel, contrôle de la circulation aérienne, entretien des appareils, météorologie et formation.

Transmissions

72. Le montant de 26 139 600 dollars prévu à cette rubrique couvre les besoins de la MONUC en ce qui concerne la mise en place d'une infrastructure efficace, fiable et sûre en matière de communications afin d'appuyer le quartier général de la Mis-

sion et les quartiers généraux de secteur ainsi que les bases d'opérations des équipes dans l'ensemble de la zone de la Mission. Comme indiqué en détail dans la partie IV.G, il est prévu un montant de 22 087 900 dollars pour l'acquisition d'une vaste gamme de matériel de transmissions par téléphone, radio et satellite de différentes capacités, ainsi que du matériel d'atelier correspondant nécessaire au réseau de transmissions (636 000 dollars) et l'achat de pièces de rechange et de fournitures à raison de 10 % du coût du matériel (2 208 800 dollars). Un montant de 1 206 900 dollars est prévu pour couvrir les besoins en communications commerciales, notamment le coût de la location d'émetteurs-récepteurs par satellite, les redevances INMARSAT et les frais de télex et de valise diplomatique.

Matériel divers

73. Comme il est indiqué en détail dans la partie IV.G, le montant de 22 362 700 dollars concerne l'acquisition de divers articles de mobilier de bureau (230 000 dollars) et de matériel de bureau (977 500 dollars), de matériel informatique (10 838 200 dollars), de groupes électrogènes (3 193 700 dollars), de matériel d'observation (920 000 dollars), de citernes à essence avec débitmètre (639 900 dollars), de matériel médical et dentaire (291 300 dollars), de matériel d'hébergement (138 000 dollars), de matériel de réfrigération (2 314 700 dollars), de matériel divers (739 500 dollars), de matériel de défense des périmètres (197 800 dollars), ainsi que l'achat des pièces de rechange et les frais de réparation et d'entretien (847 100 dollars).

74. Les ressources nécessaires au titre du matériel informatique doivent couvrir l'établissement de réseaux locaux traditionnels et sans fil, y compris l'accès au courrier électronique de la plupart des sites, et sont fondées sur la configuration de la Mission : quartier général à Kinshasa, trois grandes bases de soutien logistique, quatre quartiers généraux de secteur et de nombreuses bases d'opérations d'équipes.

75. Afin d'assurer l'approvisionnement en eau potable du personnel civil et militaire de la MONUC en poste dans des endroits reculés, le montant prévu à cette rubrique comprend également un crédit de 1 035 000 dollars pour l'acquisition de matériel de purification, de mise en bouteilles et de distribution de l'eau.

Fournitures et services

76. Le montant de 9 010 000 dollars prévu à cette rubrique comprend les services contractuels (5 697 600 dollars) de nettoyage, de collecte et d'enlèvement des ordures, de vidange et d'entretien des terrains (750 000 dollars), ainsi que le coût des services techniques (1 200 000 dollars), les frais d'entreposage (747 600 dollars) et le coût des services de communications et d'informatique (3 millions de dollars) pour l'installation du matériel de transmissions et d'informatique de la Mission. Un montant de 1 060 100 dollars est également prévu au titre de services divers, dont les dépenses de représentation (12 000 dollars), les frais bancaires et d'affranchissement militaire (106 000 dollars), l'audit externe (80 500 dollars), les redevances de licences informatiques (94 800 dollars), le recrutement de gardes de sécurité locaux (171 600 dollars) et les frais de traitement et services médicaux (595 200 dollars). Sont également prévus des articles de papeterie et fournitures de bureau (156 000 dollars), des fournitures médicales destinées au personnel militaire (420 000 dollars), des produits d'assainissement et de nettoyage (96 000 dollars), des abonnements (19 200 dollars), des fournitures électriques (180 000 dollars), des

accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants (94 000 dollars), des cartes d'état-major (78 000 dollars), des articles d'intendance et magasins (300 000 dollars) et du matériel de défense des périmètres tel que fil de fer barbelé, piquets métalliques et sacs à sable (909 100 dollars).

Fret aérien et de surface

77. Ainsi qu'il est indiqué dans la partie IV.G, le montant prévu à cette rubrique couvre les frais de déploiement du matériel appartenant aux contingents (23 935 000 dollars) ainsi que les frais de transport des véhicules et du matériel à partir de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (8 850 000 dollars).

Autres programmes

Prévisions : 411 300 dollars

78. Les ressources prévues à cette rubrique concernent les programmes d'information (28 800 dollars), la formation (82 500 dollars) ainsi que l'exécution de projets à impact rapide (300 000 dollars).

Programmes d'information

79. Un montant de 28 800 dollars est prévu au titre de l'achat de matériaux et fournitures aux fins du programme d'information de la Mission, dont des fournitures de bureau et des abonnements (4 800 dollars) et des services contractuels pour l'impression de brochures, dépliants, bulletins d'information et matériels de formation (24 000 dollars).

Programmes de formation

80. Le montant de 82 500 dollars prévu à cette rubrique couvre les frais de voyage et les frais de stage du personnel administratif et technique de la Mission (finances et budget, 4 personnes; informatique, 4 personnes; achats, 2 personnes; transmissions, 5 personnes; et contrôle des mouvements et logistique, 8 personnes).

Projets à impact rapide

81. Conformément à la recommandation figurant dans le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies [A/55/305-S/2000/809, par. 47 a)], le projet de budget comprend 1 million de dollars au titre des projets à impact rapide pour la MONUC. Toutefois, étant donné que ces activités n'en sont qu'à leur stade initial, le projet de budget comprend un montant partiel de 300 000 dollars, au titre des projets à impact rapide. Le solde de 700 000 dollars sera demandé au titre du projet de budget pour 2001-2002.

82. Le conflit en République démocratique du Congo a causé des dégâts considérables à l'infrastructure de base telle qu'écoles, hôpitaux et autres infrastructures communautaires et municipales dans l'ensemble du pays. En incluant cette rubrique dans son budget, la Mission sera en mesure de financer de petits projets à impact rapide dans les différents secteurs où des contingents de gardes et des observateurs militaires sont déployés. Tout en fournissant une aide immédiate là où elle est nécessaire, cette activité favorise et facilite l'action de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo. Dans le cas des communautés qui ont

souffert à des degrés divers des hostilités, les projets à impact rapide prévus permettraient de rétablir ou d'améliorer les services d'approvisionnement en eau et les installations de purification de l'eau, l'assainissement et l'enlèvement des décombres, l'acquisition de matériel médical de base et de fournitures médicales, la réparation des bâtiments scolaires, la fourniture de mobilier et de matériel scolaire de base, la réparation des hôpitaux, des installations médicales et des infrastructures communautaires et municipales de base, l'assistance pour la fourniture de logements lors du retour des personnes déplacées et le rétablissement de l'approvisionnement en électricité.

Contributions du personnel

Prévisions : 3 034 000 dollars

83. Les montants prévus à cette rubrique représentent la différence entre les traitements bruts et nets, c'est-à-dire la retenue à laquelle sont soumis les traitements des fonctionnaires des Nations Unies, conformément au Statut du personnel de l'Organisation. Les contributions du personnel sont calculées sur la base du déploiement progressif de 338 fonctionnaires internationaux et de 265 agents locaux, comme il est indiqué dans la partie IV.B (ci-dessus).

Recettes provenant des contributions du personnel

Prévisions : (3 034 000 dollars)

84. Le montant correspondant aux contributions du personnel (voir ci-dessus) est inscrit à cette rubrique en tant que recettes provenant des contributions du personnel et sera porté au crédit du Fonds de péréquation des impôts créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 973 A X du 15 décembre 1955. Les États Membres sont crédités des avoirs du Fonds au prorata de leur quote-part dans le budget de la MONUC.

F. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : coûts standard et coûts propres à la mission

		Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.)			
Description	*Effectif moyen*	*Coût standard*	*Coût unitaire ou coût journalier*	*Coût mensuel*	*Coût annuel*	*Explication*
1. Indemnité de subsistance (missions)						
République démocratique du Congo			169			Taux applicable à la RDC depuis le 1er mars 2000.
Ailleurs :						
Addis-Abeba			80			Taux applicable à Addis-Abeba depuis le 1er mars 2000.

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
Bangui			113			Taux applicable à Bangui depuis le 1er mars 2000.
Bujumbura			90			Taux applicable à Bujumbura depuis le 1er mars 2000.
Harare			60			Taux applicable à Harare depuis le 1er mars 2000.
Kampala			92			Taux applicable à Kampala depuis le 1er mars 2000.
Kigali			100			Taux applicable à Kigali depuis le 1er mars 2000.
Lusaka			115			Taux applicable à Lusaka depuis le 1er mars 2000.
Windhoek			71			Taux applicable à Windhoek depuis le 1er octobre 1999.
2. Frais de voyage (aller)						
Observateurs militaires			5 336			Faux frais au départ et à l'arrivée et excédent de bagages accompagnés compris.
Officiers de liaison			5 336			Faux frais au départ et à l'arrivée et excédent de bagages accompagnés compris.
Déploiement des contingents			1 700			Voyages groupés pour le déploiement et la relève du personnel.
3. Personnel militaire						
Observateurs militaires	550					Effectif approuvé.
Contingents	1 896					Effectif maximum proposé compte tenu du calendrier de déploiement échelonné figurant à la partie E de la section IV du rapport.
4. Remboursement aux gouvernements au titre des contingents						
a) Soldes et indemnités		988		988		Taux standard.
b) Indemnités du personnel spécialisé		291		291		Payables à raison de 10 % pour le personnel d'infanterie et de 25 % pour le personnel de logistique/soutien.
c) Indemnité journalière		1,28		1,28		Taux standard.
d) Indemnité d'habillement et d'équipement		70		70		*Idem.*
5. Indemnité d'habillement et d'équipement						
Observateurs militaires		200			200	Taux standard, par personne par an.

Description	Effectif moyen	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût standard	Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
6. Loisirs et détente						
Permissions		10,50	10,50			Maximum de sept jours par périodes de service de six mois.
Fournitures et matériel de détente		8,00		8,00		Taux standard en vue de l'acquisition de matériel de détente et de sport et de publications.
7. Rations						
Rations		11,00	11,00			Coût par personne par jour pour les contingents, compte tenu de contrats passés avec des sociétés privées.
Rations (réserve)			8,00			Réserve payable en raison de 14 jours par personne.
Eau en bouteille			1,15			À raison de 4,5 litres d'eau par personne par jour pour les unités militaires constituées.
8. Matériel appartenant aux contingents						
Gros matériel				440 000		Coût estimatif mensuel au titre d'arrangements de location avec services après application du facteur de 7 % approuvé pour la mission.
9. Soutien autonome						
Soutien autonome				415 600		Coût estimatif mensuel sur la base du coût standard prévu pour le soutien autonome après application du facteur de 7 % approuvé pour la mission.
10. Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité		40 000	40 00		198 700	Sur la base de 1 % de l'effectif mensuel moyen pour le personnel militaire.
11. Personnel civil						
Personnel international	338					Effectif maximum proposé compte tenu du calendrier de déploiement échelonné figurant à la section IV.B du présent rapport.
Personnel local	325					*Idem.*
Total	**663**					

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
12. Personnel local – République démocratique du Congo						
Traitement net				575,75		Pour un poste de niveau G-3, échelon I, d'après le barème des traitements en vigueur le 1er juin 2000.
Dépenses communes de personnel				99,92		*Idem.*
Contributions du personnel				116,50		*Idem.*
13. Autres frais de voyage						
Représentant spécial					8 300	Frais de voyage pour consultations politiques – deux voyages de quatre jours, indemnité journalière de subsistance comprise.
Hauts fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix					68 200	Voyages de consultation militaire et politique – 10 voyages de sept jours, indemnité journalière de subsistance comprise.
Spécialiste principal des affaires politiques					61 400	Consultations sur des questions politiques – quatre voyages de sept jours, indemnité journalière de subsistance comprise.
Fonctionnaires de la Division de l'administration et de la logistique des missions :						
Enquêtes techniques et missions préparatoires					245 000	Évaluation des besoins logistiques militaires et autres, assistance en vue de la mise en place de la structure administrative de la Mission.
Spécialistes de l'administration et de la logistique					155 900	Assistance en vue de la mise en place des composantes finances et soutien logistique de la mission.
Idem					98 900	Assistance et formation pour le matériel appartenant aux contingents
Idem					19 800	Enquête globale sur les besoins médicaux sur le terrain.
Spécialistes du soutien technique					124 800	Installation du logiciel des finances du système de communication et du système informatique.
14. Location de locaux						
Quartier général de la mission (Kinshasa)				37 000		Pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.
Commission militaire mixte (Kinshasa)				14 000		*Idem.*

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
Logement auxiliaire (Kinshasa)				15 000		*Idem.*
Base de soutien logistique du QG (Kinshasa)				45 000		*Idem.*
Base de soutien logistique (Goma)				12 000		*Idem.*
Base de soutien logistique (Bangui)				20 000		*Idem.*
Bâtiments des aérogares				20 000		Pour la période du 1er avril au 30 juin 2001.
PC de secteur :						
Mbandaka				5 000		Pour la période du 1er avril au 30 juin 2001.
Kisangani				5 000		*Idem.*
Kananga				5 000		*Idem.*
Kalemie				5 000		*Idem.*
Base de soutien logistique de secteur				6 000		*Idem.*
Postes de déploiement des équipes				12 000		*Idem.*
15. Fournitures d'entretien		10 % du loyer		15 750		Besoins mensuels pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.
16. Services d'entretien		10 % du loyer		7 900		5 % du loyer.
17. Services collectifs de distribution						
Électricité				15 500		Montant calculé sur la base des tarifs locaux et de la consommation prévue.
Eau				2 000		*Idem.*
Carburant pour groupes électrogènes				166 700		Montant calculé sur la base de la consommation prévue.
18. Véhicules						
a) Véhicules appartenant aux Nations Unies						
Véhicules civils	870					Nombre prévu des véhicules appartenant aux Nations Unies.
Remorques	84					*Idem.*
b) Véhicules appartenant aux contingents						
Véhicules militaires	220					Nombre prévu de véhicules appartenant aux contingents.
Remorques	47					*Idem.*

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
c) Véhicules de location	15					Nombre de véhicules de location nécessaires.
19. Pièces de rechange, réparation et entretien des véhicules						
Véhicules appartenant aux Nations Unies						
Véhicules civils		100/350		54 500		Montant calculé sur la base d'un coût mensuel de 100 dollars pour les véhicules neufs et de 350 dollars pour les vieux véhicules provenant d'une autre mission.
20. Essence						
a) Véhicules appartenant aux Nations Unies				90 000		Sur la base d'une consommation moyenne de 20 litres par jour à 0,50 dollar le litre.
b) Véhicules appartenant aux contingents				66 000		Sur la base d'une consommation moyenne de 20 litres par jour à 0,50 dollar le litre pour 220 véhicules.
21. Lubrifiants pour véhicules				15 600		Montant calculé sur la base du taux de 10 % du coût du carburant.
22. Assurance automobile						
Assurance mondiale						
Véhicules civils					300	Pour les véhicules appartenant aux Nations Unies.
Véhicules militaires					270	Pour les véhicules appartenant aux contingents.
Matériel de manutention					47	Pour le matériel de manutention.
23. Hélicoptères (nombre)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-I	6					Sur la base d'un contrat commercial.
S61N Sikorsky	2					*Idem.*
24. Heures de vol comprises dans le forfait/hors forfait (chacun)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-1	50/35					Sur la base du contrat en vigueur.
S61N Sikorsky	30/50					*Idem.*
25. Hélicoptères, carburant (chacun)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-1				21 250		Sur la base d'une consommation de 1 000 litres par heure à 0,50 dollar le litre.

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
S61N Sikorsky				20 000		Sur la base d'une consommation de 500 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
26. Hélicoptères, lubrifiants (chacun)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-1				2 125		Montant calculé sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
S61N Sikorsky				2 000		*Idem.*
27. Hélicoptères, assurance (chacun)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-1					1 000	Assurance responsabilité civile.
S61N Sikorsky					1 667	*Idem.*
28. Hélicoptères (coût horaire – chacun)						
Appareil utilitaire moyen						
MI-8 MTV-1 (x 4)				124 000		Coût horaire de 2 340 dollars (heure supplémentaire : 200 dollars)
MI-8 MTV-1 (x 2)				147 750		Coût horaire de 2 955 dollars (pas d'heures supplémentaires).
S61N Sikorsky				195 500		Coût horaire de 4 850 dollars (heure supplémentaire : 1 000 dollars).
29. Avions (nombre)						
Avion cargo lourd						
IL-76	4					Appareils militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution.
L-100	3					Sur la base d'un contrat commercial.
AN-124	8					Appareils militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution.
AN-12	3					*Idem.*
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26	2					Sur la base d'un contrat commercial.
Avion léger de transport de passagers						
B-400	1					Sur la base d'un contrat commercial.
B-200	2					*Idem.*
B-200	4					*Idem.*

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
30. Heures de vol comprises dans le forfait/hors forfait (chacun)						
Avion-cargo lourd						
IL-76	85/–					Appareils militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution.
L-100	40/80					Sur la base d'un contrat commercial.
AN-124	41,7/–					Appareils militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution.
AN-12	40/–					*Idem.*
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26	40/50					Sur la base du contrat en vigueur.
Avion léger de transport de passagers						
B-400	30/25					Sur la base du contrat en vigueur.
B-200	40/60					*Idem.*
B-200	30/50					*Idem.*
31. Avions, carburants (chacun)						
Avion-cargo lourd						
IL-76					361 250	Sur la base d'une consommation de 8 500 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
L-100					150 000	Sur la base d'une consommation de 2 500 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
AN-124					177 083	Sur la base d'une consommation de 8 500 litres par heures à 0,50 dollar le litre.
AN-12					26 000	Sur la base d'une consommation de 1 300 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26					58 500	Sur la base d'une consommation de 1 300 litres par heure à 0,50 dollar le litre.

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
Avion léger de transport de passagers						
B-400				16 500		Sur la base d'une consommation de 600 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
B-200				10 000		Sur la base d'une consommation de 200 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
B-200				8 000		Sur la base d'une consommation de 200 litres par heure à 0,50 dollar le litre.
32. Avions, lubrifiants (chacun)						
Avion-cargo lourd						
IL-76				36 125		Sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
L-100				15 000		*Idem.*
AN-124				17 708		*Idem.*
AN-12				2 600		*Idem.*
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26				5 850		Sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
Avion léger de transport de passagers						
B-400				1 650		Sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
B-200				1 000		*Idem.*
B-200				800		*Idem.*
33. Avions, assurance (chacun)						
Avion-cargo lourd						
IL-76					22 500	Assurance responsabilité civile.
L-100					1 667	*Idem.*
AN-124					27 000	*Idem.*
AN-12					10 125	*Idem.*
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26					1 667	Assurance responsabilité civile
Avion léger de transport de passagers						
B-400					1 667	Assurance responsabilité civile.
B-200					1 667	*Idem.*

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
B-200					2 000	*Idem.*
34. Avions (coût horaire, chacun)						
Avion-cargo lourd						
IL-76				127 500		Coût horaire de 1 500 dollars (pas d'heures supplémentaires).
L-100				508 520		Coût horaire de 8 313 dollars pour les heures de base et 2 200 dollars pour les heures de vol hors forfait.
L-100				514 840		Coût horaire de 7 771 dollars pour les heures de base et de 2 550 dollars pour les heures hors forfait.
AN-124				329 167		Coût horaire de 7 900 dollars (pas d'heures supplémentaires).
AN-12				120 000		Coût horaire de 3 000 dollars (pas d'heures supplémentaires).
Avion moyen de transport de passagers/fret						
AN-26				41 680		Coût horaire de 1 042 dollars (heures supplémentaires gratuites).
Avion léger de transport de passagers						
B-400				84 930		Coût horaire de 2 021 dollars pour les heures de base et de 972 dollars pour les heures de vol hors forfait.
B-200				61 680		Coût horaire de 1 167 dollars pour les heures de base et de 250 dollars pour les heures de vol hors forfait.
B-200				71 310		Coût horaire de 1 277 dollars pour les heures de base et de 660 dollars pour les heures de vol hors forfait.
35. Indemnité de subsistance des équipages					1 597 100	Sur la base d'un effectif de 63 membres d'équipage, de 150 jours et d'une indemnité journalière de subsistance estimée à 169 dollars.
36. Autres dépenses afférentes aux opérations aériennes						
Services de contrôle de la circulation aérienne				2 540 197		Contrat pour les services d'appui aux opérations aériennes (à l'échelle de la mission).
Droit d'atterrissage et manutention au sol				51 817		Estimation des besoins mensuels.

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
37. Communications par réseaux commerciaux						
Location d'un répéteur				19 500		Sur la base du taux d'utilisation par mois.
INMARSAT				51 050		*Idem.*
Télex, téléphone				26 800		*Idem.*
Valise diplomatique et affranchissement				2 325		*Idem.*
Coût de la location de lignes téléphoniques				900		*Idem.*
38. Matériel divers						
Pièces de rechange, réparation et entretien				70 600		Estimation des besoins mensuels.
39. Vérification des comptes					80 500	Sur la base des recommandations du Comité des commissaires aux comptes.
40. Services contractuels						
Nettoyage				20 800		Estimation des besoins mensuels.
Évacuation des eaux usées et enlèvement des ordures				41 700		*Idem.*
Service de soutien logistique				62 300		Besoins mensuels.
Télécommunications et soutien informatique				250 000		Besoins mensuels aux termes d'un contrat de location de personnel de soutien technique.
Soutien génie				100 000		Besoins mensuels (personnel du Service mobile).
41. Services informatiques				7 900		Redevances de licences, assistance technique comprise, pour les systèmes Lotus Notes, Reality, Sun et Progen et pour d'autres services informatiques.
42. Services de sécurité				14 300		Estimation des besoins en matière de services de sécurité pour le quartier général et les PC de secteur (y compris les bases de soutien logistique).
43. Services et traitements médicaux						
Hospitalisation				49 600		À raison de deux patients hospitalisés tous les mois sur la base de 2 500 dollars chacun.
44. Dépenses de représentation				1 000		Besoins mensuels.
45. Autres services divers						
Frais bancaires				7 000		Montant prévu par mois.

Description	Effectif moyen	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût standard	Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
Affranchissement du courrier militaire					22 000	Coût mensuel prévu pour le personnel militaire (à raison de 5 dollars par personne et par mois compte tenu du calendrier de déploiement échelonné).
46. Papeterie et fournitures de bureau		35,00 15,00			68 250 87 750	Papeterie et fournitures de bureau pour le personnel international et les observateurs militaires (1 950 mois/personne, à raison de 35 dollars, puis 5 850 mois/personne à raison de 15 dollars par mois/personne).
47. Fournitures médicales				35 000		Fournitures médicales destinées au personnel militaire.
48. Fournitures sanitaires et articles de nettoyage				8 000		Estimation des besoins pour le QG et les PC du secteur (y compris les bases de soutien logistique).
49. Abonnements				1 600		Abonnements à des journaux et des revues.
50. Fournitures électriques				15 000		Estimation des besoins mensuels.
51. Accessoires d'uniformes, drapeaux et autocollants				7 800		Achat d'accessoires, de médailles et d'uniformes pour les observateurs militaires et les contingents.
52. Matériel pour la défense des périmètres					909 100	Achat de fil barbelé, de barbelé à boudins, de piquets métalliques et de sacs de sable.
53. Cartes opérationnelles				6 500		Achat de cartes opérationnelles pour le personnel militaire et civil.
54. Intendance et magasins				25 000		Achat de différentes fournitures telles que bouteilles d'oxygène et de gaz, jerricanes d'eau et de carburant, fournitures photographiques et autres articles consomptibles.
55. Programmes d'information						
Fournitures et accessoires				400		Achat de fournitures et d'accessoires et location de services en vue du financement des programmes d'information.
Services contractuels				2 000		Impression de dépliants, de bulletins d'information et d'autres supports d'information.
56. Formation						
Finances/Budget					16 500	Formation de quatre membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, coût des stages de formation compris.

Description	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses (en dollars É.-U.) Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
Informatique					16 500	Formation de quatre membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, coût des stages de formation compris.
Achats					11 000	Formation de deux membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, coût des stages de formation compris.
Communications					16 500	Formation de cinq membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo coût des stages de formation compris.
Contrôle des mouvements/logistique					22 000	Formation de huit membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, coût des stages de formation compris.
57. Projets à effet rapide					300 000	Estimation des besoins pour la période d'avril à juin 2001.

G. Dépenses non renouvelables

(En milliers de dollars des États-Unis, sauf indication contraire)

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
I. Personnel militaire						
Frais de voyage des observateurs militaires						**1 312,7**
Frais de voyage des contingents						**3 350,0**
Réserve de boîtes de rations						**212,4**
Total, catégorie I						**4 875,1**
II. Dépenses opérationnelles						
1. Locaux/hébergement						
a) Construction de locaux/bâtiments préfabriqués						
Unités modulaires d'hébergement (20')	–	–	100	100	7,5	**750,0**
Unités modulaires pour hangars à parois souples (800 m²)	–	–	5	5	85,0	**425,0**
Blocs sanitaires (8')	–	–	25	25	5,2	**130,0**
Blocs sanitaires (20')	–	–	12	12	10,0	**120,0**
Unités modulaires d'hébergement à parois rigides (maison Kobé)	–	–	198	198	2,6	**514,8**
Unités modulaires pour cuisine à parois rigides (capacité : 100 hommes)	–	–	3	3	133,3	**399,9**
Cuisines mobiles (tentes, capacité : 4 hommes)	–	–	8	8	2,0	**16,0**
Dortoirs (tentes, 50 m²)	–	–	200	200	2,0	**400,0**
Trousses à outils (charpentiers, plombiers, électriciens, etc.)	–	–	20	20	3,9	**78,0**
Caisses sécurisées	–	–	4	4	20,0	**80,0**
Unités modulaires Rubhall (GOGIM)	–	–	120	120	7,5	**900,0**
Unités modulaires à parois souples (Weatherhaven) (16 m x 24 m)	–	–	85	85	5,9	**501,5**
Unités modulaires à parois souples (Giertsen) (10 m x 26 m)	–	–	15	15	20,8	**312,0**
Unités modulaires à parois souples (Giertsen) (6 m x 6 m)	–	–	115	115	7,3	**839,5**
Blocs sanitaires « stonebridge » (20')	–	–	30	30	9,7	**291,0**
Unités modulaires (20')	–	–	70	70	1,1	**77,0**
Unités modulaires (40')	–	–	6	6	1,6	**9,6**
Conteneurs maritimes (hébergement)	–	–	20	20	3,5	**70,0**
Trousses polyvalentes				–		**230,0**
Unités modulaires pour maison Kobé				–		**20,4**
Total partiel, rubrique 1 a)	–	–	**1 036**	**1 036**		**6 164,7**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Fret, 15 %						**924,7**
Total partiel						**7 089,4**
b) Biens et services achetés localement (hors fret)						
Matériaux et outils locaux (bois, matériaux de construction, etc.)						**150,0**
Location de matériel du génie						**120,0**
Forages et constructions de puits à Kisangani						**30,0**
Total partiel, rubrique 1 b)						**300,0**
Total, rubrique 1						**7 389,4**
2. Remise en état des infrastructures						
a) Amélioration des pistes d'atterrissage						
Kinshasa – construction d'une aire de trafic, réparation des hangars						**1 250,0**
Ikela – prolongement et réparation de la piste						**800,0**
Kalemie – revêtement de la piste						**500,0**
Goma – réparation de l'aire de trafic						**420,0**
Mbandaka – prolongement de l'aire de trafic, remise en état du bâtiment de l'aérogare						**980,0**
Kisangani – réparation du hangar existant et construction d'un hangar supplémentaire						**250,0**
Kananga – réparation de l'aire de trafic						**500,0**
Total partiel, rubrique 2 a)						**4 700,0**
b) Amélioration des routes						
Réparation des routes entre les sites de déploiement de troupes et l'aéroport le plus proche (à l'échelle de la mission)						**30,0**
Total partiel, rubrique 2 b)						**30,0**
c) Réparation des ponts						
Installation de deux ponts Bailey (ou construction d'ouvrages équivalents) (envergure : 30 m x 4 m)						**400,0**
Total partiel, rubrique 2 c)						**400,0**
Total, rubrique 2						**5 130,0**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1) + (2) + (3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
3. Transport						
a) Achat de véhicules						
Véhicules légers						
Véhicules utilitaires, 4 x 4	–	–	45	45	14,8	**666,0**
Autocars légers	–	–	47	47	14,3	**672,1**
Fourgonnettes, double cabine, 4 x 4	–	–	22	22	15,5	**341,0**
Berlines lourdes, 4 x 4, blindées	–	–	20	20	150,0	**3 000,0**
Ambulances, 4 x 4	–	–	14	14	41,5	**581,0**
Véhicules de soutien						
Autocars, camionnettes légères de livraison	–	–	10	10	11,8	**118,0**
Autocars moyens	–	–	20	20	34,0	**680,0**
Camions-citernes (eau), léger, 4 x 4	–	–	8	8	54,1	**432,8**
Dépanneuses légères, 4 x 4 (plateau incliné)	–	–	4	4	75,1	**300,4**
Véhicules de transport logistique légers, 4 x 4, 8 tonnes	–	–	8	8	54,5	**436,0**
Véhicules de transport logistique, 6x6, 16 tonnes	–	–	30	30	87,6	**2 628,0**
Camions-citernes (carburant), 6x6, 16 tonnes	–	–	8	8	100,9	**807,2**
Camions-citernes (eau), 6x6, 16 tonnes	–	–	9	9	82,0	**738,0**
Dépanneuses, 4 x 4, 8 tonnes	–	–	2	2	75,7	**151,4**
Dépanneuses, 6x6, 16 tonnes	–	–	7	7	135,0	**945,0**
Véhicules spéciaux						
Camions à benne basculante, 6x6, 16 tonnes	–	–	7	7	88,5	**619,5**
Camions de vidange, 4 x 4, 16 tonnes	–	–	8	8	63,5	**508,0**
Camion atelier, 4 x 4, 8 tonnes	–	–	6	6	68,9	**413,4**
Girafes	–	–	8	8	45,7	**365,6**
Grues, 25 tonnes	–	–	6	6	231,0	**1 386,0**
Matériel de manutention mécanique						
Chariots élévateurs légers, 3 tonnes	–	–	22	22	22,2	**488,4**
Chariots élévateurs moyens, 8 tonnes, terrains difficiles	–	–	16	16	65,9	**1 054,4**
Chariots élévateurs lourds, 15 tonnes, terrains difficiles	–	–	15	15	117,0	**1 755,0**
Chariots élévateurs lourds, 28 tonnes, à fourche	–	–	14	14	183,3	**2 566,2**
Chariots élévateurs K, diesel	–	–	10	10	319,4	**3 194,0**
Groupes électrogènes de parc	–	–	7	7	69,0	**483,0**
Véhicules destinés aux aéroports						
Camions-citernes avitailleurs, 4 x 4, 8 tonnes	–	–	5	5	118,6	**593,0**
Autopompes, 4 x 4, 16 tonnes	–	–	10	10	135,5	**1 355,0**
Camions-citernes avitailleurs, 6x6, 16 tonnes	–	–	5	5	163,3	**816,5**
Camion-échelle de coupée, 4 x 4	–	–	6	6	82,7	**496,2**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Remorques pour chariots	–	–	24	24	3,3	79,2
Tracteurs d'avions	–	–	6	6	388,2	2 329,2
Chariots à bagages	–	–	60	60	2,4	144,0
Total partiel	–	–	489	489		31 143,5
À déduire : matériel prélevé sur les stocks disponibles						–
Total partiel						31 143,5
Fret, 15 % (matériel neuf)						4 671,5
Total partiel, rubrique 3 a)						35 815,0
b) Matériel d'atelier, 1 %						311,4
Fret, 15 %						46,7
Total partiel, rubrique 3 b)						358,2
Total, rubrique 3						36 173,2
4. Opérations aériennes						
a) Hélicoptères						
Déploiement/retrait						1 436,0
Peinture/préparation						40,0
Total partiel, rubrique 4 a)						1 476,0
b) Avions						
Déploiement/retrait						218,0
Peinture/préparation						55,0
Total partiel, rubrique 4 b)						273,0
c) Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne						3 006,4
Total partiel, rubrique 4 c)						3 006,4
Total, rubrique 4						4 755,4
5. Transmissions						
a) Matériel de transmissions						
Matériel VHF/UHF						
Récepteur radio air-sol, station fixe	–	–	101	101	0,6	60,6
Récepteur radio air-sol, portatif	–	–	570	570	0,9	513,0
Répéteur	–	–	49	49	4,5	220,5
Répéteur, mobile	–	–	14	14	5,3	74,2
Circuit hertzien numérique	–	–	14	14	4,7	65,8
Système multiplex	–	–	–	–	–	2 564,1

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Logiciel de programmation						**36,6**
Matériel HF						
Émetteur-récepteur, poste mobile	–	–	7	7	2,4	**16,8**
Matériel HF d'urgence	–	–	12	12	6,5	**78,0**
Matériel de satellite						
Matériel de surveillance et de contrôle par satellite	–	–	80	80	11,2	**896,0**
Station terrienne 3,7 M (bande C) redondante	–	–	60	60	120,0	**7 200,0**
Câbles et batteries pour antenne INMARSAT	–	–	1	1	8,0	**8,0**
INMARSAT, terminal M-4	–	–	23	36	3,3	**75,9**
Matériel DAMA	–	–	52	52	10,4	**540,8**
Affaiblisseur DAMA	–	–	100	100	1,3	**130,0**
Multiplexeur	–	–	20	20	7,8	**156,0**
Abris	–	–	4	4	6,3	**25,2**
Systèmes de localisation d'appels	–	–	28	28	1,6	**44,8**
Matériel téléphonique						
Central téléphonique, capacité intermédiaire	–	–	7	7	200,0	**1 400,0**
Central téléphonique, capacité intermédiaire, poste mobile	–	–	7	7	39,0	**273,0**
Appareils GSM	–	–	300	300	0,8	**240,0**
Système GSM (installation éloignée)	–	–	10	10	80,0	**800,0**
Système GSM (base)	–	–	1	1	1 000,0	**1 000,0**
Carte de détection d'impulsions de comptage	–	–	14	14	0,1	**1,4**
Installation téléphonique rurale (2 lignes/6 lignes)	–	–	7	7	16,9	**118,3**
Câble téléphonique						**100,0**
Bloc Krone						**377,0**
Logiciel de facturation téléphonique						**60,0**
Matériel divers						
Alimentation non interruptible (10 kVA)	–	–	6	6	4,0	**24,0**
Chargeur de batterie	–	–	435	435	0,15	**65,3**
Matériel de communication téléphonique (sécurisé)	–	–	1	1	8,0	**8,0**
Postes téléphoniques	–	–	600	600	0,03	**18,0**
Télécopieurs (non sécurisés)	–	–	181	181	0,5	**90,5**
Routeurs (site éloigné)	–	–	7	7	34,0	**238,0**
Trousse d'entretien du système téléphonique	–	–	10	10	4,0	**40,0**
Pylône d'antenne – portative	–	–	38	38	6,0	**228,0**
Système de vidéoconférence	–	–	6	6	30,0	**180,0**
Mât d'antenne, portatif	–	–	57	57	1,3	**74,1**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Tour de contrôle de la circulation aérienne (pouvant être transporté)	–	–	3	3	362,0	**1 086,0**
Meuble pour le matériel	–	–	20	20	2,0	**40,0**
Système vidéo (moniteur)	–	–	3	3	13,0	**39,0**
Total partiel	–	–	**2 848**	**2 848**		**19 206,9**
Pièces de rechange, 10 %	–	–				**1 920,7**
Total partiel	–	–				**21 127,6**
Fret, 15 %	–	–				**3 169,1**
Total partiel, rubrique 5 a)						**24 296,7**
b) Matériel d'essai et d'atelier						
Matériel d'atelier						
Analyseurs (communications)	–	–	5	5	12,1	**60,5**
Wattmètres	–	–	5	5	1,5	**7,5**
Oscilloscopes	–	–	2	2	10,0	**20,0**
Analyseurs de spectre (installations principales)	–	–	7	7	25,0	**175,0**
Analyseurs de spectre (installations éloignées)	–	–	7	7	10,0	**70,0**
Analyseurs de données	–	–	5	5	14,0	**70,0**
Compteurs de fréquence	–	–	5	5	10,0	**50,0**
Matériel d'atelier						
Table de travail	–	–	10	10	2,0	**20,0**
Unité d'alimentation pour table de travail	–	–	10	10	1,5	**15,0**
Trousse à outils de mécanicien		–	20	20	1,0	**20,0**
Trousse à outils de technicien	–	–	45	45	1,0	**45,0**
Total partiel	–	–	**121**	**121**		**553,0**
Fret, 15 %						**83,0**
Total partiel, rubrique 5 b)						**636,0**
Total, rubrique 5						**24 932,7**
6. Matériel divers						
a) Mobilier de bureau						
Tables	–	–	700	700	0,2	**140,0**
Chaises	–	–	700	700	0,05	**35,0**
Mobilier de bureau (divers)	–	–	–	–	–	**25,0**
Total partiel	–	–	**1 400**	**1 400**		**200,0**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1) + (2) + (3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Fret, 15 %						**30,0**
Total partiel, rubrique 6 a)						**230,0**
b) Matériel de bureau						
Coffre-fort (grande capacité)	–	–	10	10	1,6	**16,0**
Coffre-fort (faible capacité)	–	–	10	10	0,8	**8,0**
Déchiqueteuse (grand modèle)	–	–	8	8	10,0	**80,0**
Déchiqueteuse (modèle intermédiaire)	–	–	10	10	4,0	**40,0**
Déchiqueteuse (petit modèle)	–	–	10	10	0,5	**5,0**
Compteur de billets/machine à imprimer les chèques	–	–	8	8	4,0	**32,0**
Projecteur	–	–	8	8	6,0	**48,0**
Photocopieuse (petite capacité)	–	–	25	25	3,0	**75,0**
Photocopieuse (grande capacité)	–	–	10	10	18,0	**180,0**
Photocopieuse (capacité moyenne)	–	–	20	20	10,0	**200,0**
Projecteur vidéo	–	–	10	10	5,0	**50,0**
Poste de télévision	–	–	6	6	1,0	**6,0**
Magnétoscope	–	–	6	6	0,5	**3,0**
Détecteur de faux billets	–	–	10	10	3,0	**30,0**
Climatiseur bibloc	–	–	100	100	0,5	**50,0**
Caméra vidéo	–	–	5	5	1,0	**5,0**
Appareil photo numérique	–	–	20	20	1,0	**20,0**
Machine à écrire	–	–	10	10	0,2	**2,0**
Total partiel	–	–	**286**	**286**		**850,0**
Fret, 15 %						**127,5**
Total partiel, rubrique 6 b)						**977,5**
c) Matériel informatique						
Ordinateur de bureau et moniteur	–	–	1 000	1 000	1,55	**1 550,0**
Ordinateur portatif	–	–	80	80	2,3	**184,0**
Imprimante à laser	–	–	750	750	0,5	**375,0**
Serveur (avec logiciel)	–	–	24	24	25,0	**600,0**
Serveur monté sur râtelier	–	–	14	14	5,0	**70,0**
Scanneur	–	–	8	8	5,0	**40,0**
Système d'établissement de cartes d'identité	–	–	12	12	17,5	**210,0**
Matériel informatique divers						
Bloc d'alimentation non interruptible 3 kVA (1 par serveur)	–	–	50	50	2,0	**100,0**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Bloc d'alimentation non interruptible 700 kVA (1 par bureau)	–	–	1 000	1 000	0,35	**350,0**
Routeur de réseau	–	–	7	7	6,0	**42,0**
Câblage du réseau local	–	–	42	42	0,3	**10,5**
Réseaux locaux d'interconnexion sans fil	–	–	100	100	50,0	**5 000,0**
Scanneur Digital sender	–	–	25	25	25,0	**625,0**
Pocket shaper	–	–	4	4	12,0	**48,0**
Système d'interconnexion sans fil Proxim	–	–	4	4	5,0	**20,0**
Logiciel de gestion de système de technologie de l'information	–	–				**200,0**
Total partiel	–	–	**3 120**	**3 120**		**9 424,5**
Fret, 15 %						**1 413,7**
Total partiel, rubrique 6 c)						**10 838,2**
d) Groupes électrogènes						
5 kVA	–	–	18	18	7,0	**126,0**
7 kVA	–	–	134	134	7,0	**938,0**
15 kVA	–	–	12	12	8,0	**96,0**
36 kVA	–	–	5	5	11,0	**55,0**
50 kVA	–	–	16	16	11,9	**190,4**
110 kVA	–	–	7	7	18,5	**129,5**
160 kVA	–	–	10	10	20,0	**200,0**
250 kVA	–	–	9	9	26,0	**234,0**
300 kVA	–	–	1	1	36,0	**36,0**
500 kVA	–	–	6	6	40,0	**240,0**
750 kVA	–	–	2	2	85,0	**170,0**
Total partiel	–	–	**220**	**220**		**2 414,9**
Pièces de rechange, 15 %						**362,2**
Total partiel						**2 777,1**
Fret, 15 %						**416,6**
Total partiel, rubrique 6 d)						**3 193,7**
e) Matériel d'observation						
Jumelles portatives	–	–	250	250	0,20	**50,0**
Dispositif d'observation nocturne, portable	–	–	250	250	3,0	**750,0**
Total partiel	–	–	**500**	**500**		**800,0**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1) + (2) + (3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Fret, 15 %						**120,0**
Total partiel, rubrique 6 e)						**920,0**
f) Matériel médical et dentaire						
Matériel médical et dentaire destiné à l'infirmerie de Kinshasa et des PC des secteurs						**248,3**
Trousse de premiers secours	–	–	50	50	0,10	**5,0**
Total partiel	–	–	**50**	**50**		**253,3**
Fret, 15 %						**38,0**
Total partiel, rubrique 6 f)						**291,3**
g) Matériel d'hébergement						
Divers						**120,0**
Fret, 15 %						**18,0**
Total partiel, rubrique 6 g)						**138,0**
h) Matériel divers						
Outils spécialisés (outillage à main et outils d'atelier)						**80,0**
Extincteur, 50 kg	–	–	60	60	0,13	**7,8**
Extincteur, 9 kg	–	–	600	600	0,02	**12,0**
Détecteur d'incendie et de fumée	–	–	500	500	0,02	**10,0**
Trousse de premiers secours pour véhicule	–	–	150	150	0,05	**7,5**
Four à micro-ondes	–	–	50	50	0,15	**7,5**
Tente (4 personnes)			50	50	0,10	**5,0**
Conteneur (3 éléments en un seul)			4	4	87,00	**348,0**
Trousse à matériel			30	30	2,00	**60,0**
Appareil fumigatoire			100	100	1,00	**100,0**
Moustiquaire						**5,2**
Total partiel			**1 544**	**1 544**		**643,0**
Fret, 15 %						**96,5**
Total partiel, rubrique 6 h)						**739,5**
i) Matériel de réfrigération						
Petit réfrigérateur	–	–	500	500	0,2	**100,0**
Grand réfrigérateur	–	–	100	100	0,5	**50,0**
Chambres froides	–	–	2	2	55,0	**110,0**
Grand congélateur	–	–	4	4	0,7	**2,8**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1)+(2)+(3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Conteneur réfrigéré	–	–	35	35	50,0	**1 750,0**
Total partiel	–	–	**602**	**602**		**2 012,8**
Fret, 15 %						**301,9**
Total partiel, rubrique 6 i)						**2 314,7**
j) Approvisionnement en eau et épuration de l'eau						
Matériel d'épuration et de conditionnement de l'eau	–	–	3	3	250,0	**750,0**
Appareil de forage de puits	–	–	1	1	150,0	**150,0**
Total partiel	–	–	**4**	**4**		**900,0**
Fret, 15 %						**135,0**
Total partiel, rubrique 6 j)						**1 035,0**
k) Matériel de sécurité						
Portique détecteur de métal	–	–	10	10	2,2	**22,0**
Appareil de détection par rayons X	–	–	5	5	30,0	**150,0**
Total partiel	–	–	**15**	**15**		**172,0**
Fret, 15 %						**25,8**
Total partiel, rubrique 6 k)						**197,8**
l) Citerne à essence avec débitmètre						
Réservoir souple pour carburant (1 000 litres)	–	–	12	12	1,0	**12,0**
Réservoir souple pour carburant (6 000 gallons)	–	–	24	24	5,4	**129,6**
Réservoir souple pour carburant (avion)	–	–	30	30	7,5	**225,0**
Pompe, fixe	–	–	16	16	6,8	**108,8**
Pompe, mobile	–	–	30	30	2,7	**81,0**
Total partiel	–	–	**112**	**112**		**556,4**
Fret, 15 %						**83,5**
Total partiel, rubrique 6 l)						**639,9**
Total, rubrique 6						**21 515,6**
7. Fournitures et services						
Fournitures pour la défense des périmètres						
Râtelier d'emmagasinage d'armes	–	–	6	6	30,0	**180,0**
Gabions						**60,0**
Piquets métalliques						**75,0**
Clous						**1,5**
Feuilles de tôle ondulée						**40,0**

	(1) En stock	(2) Équipement de départ pour la mission	(3) Nombre d'unités à acheter	(4) Nombre total d'unités proposé (1) + (2) + (3)	(5) Coût unitaire	(6) Coût total (4) x (5)
Sacs de sable						36,0
Fil barbelé						23,0
Bois et contreplaqué						135,0
Outils (jeu)						40,0
Fournitures diverses						200,0
Total partiel	–	–	6	6		790,5
Fret, 15 %						118,6
Total, rubrique 7						909,1
8. Fret aérien et de surface						
Transport du matériel appartenant aux contingents						23 935,0
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées						8 850,0
Total, rubrique 8						32 785,0
Total, catégorie II						133 590,4
Total, catégories I et II						138 465,5

V. Prévisions de dépenses initiales pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001

85. Étant donné la situation sur le terrain au moment de la présentation du présent rapport et la possibilité d'un élargissement du mandat de la Mission en vue d'y inclure le désarmement et la démobilisation des groupes armés (phase III), il n'est pas possible, à l'heure actuelle, d'établir des prévisions de dépenses détaillées pour la MONUC pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.

86. Il est donc demandé, à ce stade, d'autoriser des engagements de dépenses d'un montant brut de 209 965 000 dollars (montant net : 204 788 900 dollars) conformément aux dispositions de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale, pour couvrir les dépenses nécessaires au fonctionnement de la MONUC pendant la période de six mois allant du 1er juillet au 31 décembre 2001 (voir l'état récapitulatif à la section V. A ci-après. Ce montant permettra de couvrir les dépenses liées au déploiement de 2 450 militaires, dont 550 observateurs militaires, et d'un personnel civil d'appui de 1 631 personnes (752 recrutées sur le plan international, 733 sur le plan local et 146 Volontaires des Nations Unies). On trouvera à la section V B ci-après les effectifs proposés pour la MONUC pour la période qui prend effet le 1er juillet 2001.

87. On tiendra compte, dans les prévisions détaillées des dépenses de la MONUC pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 qui seront présentées à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session, des décisions que prendra le Conseil de sécurité au cours des mois prochains.

88. Les effectifs proposés pour la MONUC pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 ont un caractère provisoire et sont sans préjudice des recommandations et décisions que le Comité consultatif et l'Assemblée générale pourraient prendre après examen du projet de budget pour l'exercice 2001-2002 présenté par le Secrétaire général à l'automne 2001.

A. Prévisions de dépenses initiales pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	*(2)*
	1er juillet au 31 décembre 2001	
Catégorie de dépenses	*Dépenses totales*	*Dépenses non renouvelables*
I. Personnel militaire		
1. Observateurs militaires	17 406,4	–
2. Contingents	22 240,1	–
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire		
a) Matériel appartenant aux contingents	3 298,7	–
b) Soutien autonome	2 902,7	–
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	494,0	–
Total partiel, rubrique 3	**6 695,4**	–
Total, catégorie I	**46 341,9**	–
II. Personnel civil		
1. Police civile	–	–
2. Personnel international et personnel local	47 888,2	–
3. Volontaires des Nations Unies	2 058,5	–
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–
Total, catégorie II	**49 946,7**	–
III. Dépenses opérationnelles		
1. Locaux/hébergement	2 885,4	150,0
2. Remise en état des infrastructures	–	–
3. Transports	3 227,2	–
4. Opérations aériennes	84 927,6	–
5. Opérations navales	–	–
6. Transmissions	1 569,2	–
7. Matériel divers	5 144,0	4 900,0

Catégorie de dépenses	(1) 1er juillet au 31 décembre 2001 Dépenses totales	(2) Dépenses non renouvelables
8. Fournitures et services	5 040,4	107,0
9. Fret aérien et de surface		
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	4 300,0	4 200,0
Total partiel, rubrique 9	**4 300,0**	**4 200,0**
Total, catégorie III	**107 093,8**	**9 357,0**
IV. Autres programmes		
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–
2. Programmes d'information	666,8	545,3
3. Programmes de formation	39,7	–
4. Programmes de déminage	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–
Total, catégorie IV	**1 406,5**	**545,3**
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	–	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–
VII. Contributions du personnel	5 176,7	–
Montant brut des ressources nécessaires, catégories I à VII	209 965,6	9 902,3
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(5 176,7)	–
Montant net des ressources nécessaires, catégories I à VIII	204 788,9	9 902,3
IX. Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–
X. Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–	–
Total	**209 965,6**	**9 902,3**

B. Effectifs proposés pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Services organiques																		
a) Quartier général (Kinshasa) Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général																		
Vérificateur résident	1	1	–	1	3	1	3	–	**10**	3	–	4	–	**7**	6	–	–	**23**
Bureau du Conseiller juridique	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	1	–	**1**	1	–	–	**4**
Bureau du commandant de la Force	–	–	1	1	–	–	–	–	**2**	2	–	7	–	**9**	15	–	–	**26**
Bureau du Conseiller aux affaires politiques	–	–	1	2	2	4	4	–	**13**	–	–	4	–	**4**	4	–	–	**21**
Bureau du Facilitateur neutre	–	–	1	1	2	3	3	1	**11**	1	–	1	–	**2**	4	–	–	**17**
Bureau de l'information	–	–	–	–	1	2	6	–	**9**	3	–	2	–	**5**	10	–	–	**24**
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	2	2	2	–	**6**	–	–	4	–	**4**	1	–	–	**11**
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	2	2	2	–	**6**	–	–	6	–	**6**	8	–	–	**20**
Bureau de la protection de l'enfance	–	–	–	–	3	–	3	–	**6**	–	–	2	–	**2**	2	–	–	**10**
b) Goma																		
Affaires politiques	–	–	–	1	–	–	1	3	**5**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**10**
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	1	–	**1**	5	–	–	**7**
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**7**
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	–	–	2	–	**2**	2	–	–	**7**
c) Mbandaka																		
Affaires politiques	–	–	–	–	1	–	1	3	**5**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**10**
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	1	–	**1**	5	–	–	**7**
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**7**
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	–	–	2	–	**2**	2	–	–	**7**
d) Kisangani																		
Affaires politiques	–	–	–	1	–	–	1	3	**5**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**10**
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	1	–	**1**	5	–	–	**7**
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	–	–	2	–	**2**	2	–	1	**7**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	3	–	–	2	–	2	2	–	–	7
e) Kananga																		
Affaires politiques	–	–	–	–	1	–	1	3	5	–	–	2	–	2	2	–	1	10
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	1	–	1	5	–	–	7
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	2	–	2	2	–	1	7
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	3	–	–	2	–	2	2	–	–	7
f) Bunia																		
Affaires politiques	–	–	–	–	1	–	1	3	5	–	–	2	–	2	2	–	1	10
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	1	–	1	5	–	–	7
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	2	–	2	2	–	1	7
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	3	–	–	2	–	2	2	–	–	7
g) Gbadolite																		
Affaires politiques	–	–	–	–	1	–	1	3	5	–	–	2	–	2	2	–	1	10
Bureau de l'information	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	1	–	1	5	–	–	7
Bureau des droits de l'homme	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	2	–	2	2	–	1	7
Bureau des affaires humanitaires	–	–	–	–	–	1	2	–	3	–	–	2	–	2	2	–	–	7
Total partiel, services organiques	**1**	**1**	**3**	**7**	**21**	**27**	**55**	**19**	**134**	**9**	**–**	**74**	**–**	**83**	**117**	**–**	**12**	**346**
Administration																		
a) Quartier général (Kinshasa)																		
Bureau du Chef de l'administration	–	–	1	–	1	1	1	–	4	2	–	2	–	4	4	–	–	12
Groupe du budget	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	1	–	1	2	–	–	5
Groupe de la sécurité aérienne	–	–	–	–	–	1	2	–	3	4	–	–	–	4	1	–	–	8
Sécurité	–	–	–	–	–	1	2	–	3	5	–	5	–	10	10	–	–	23
Section des services médicaux	–	–	–	–	–	1	–	–	1	2	–	–	–	2	3	–	4	10
Bureau des services administratifs																		
Bureau du Chef des services administratifs	–	–	–	1	–	–	–	1	2	–	–	1	–	1	2	–	–	5
Section des finances	–	–	–	–	1	1	3	–	5	2	–	4	–	6	9	–	3	23

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Section du personnel	–	–	–	–	1	1	1	–	**3**	–	–	5	–	**5**	4	–	2	**14**
Section des achats	–	–	–	–	1	1	2	–	**4**	6	–	2	–	**8**	3	–	–	**15**
Section des services généraux	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	7	–	2	–	**9**	15	–	5	**32**
Bureau des services d'appui intégré																		
Bureau du Chef des services d'appui intégré	–	–	–	1	1	–	2	1	**5**	1	–	1	–	**2**	6	–	4	**17**
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	5	–	1	–	**6**	5	–	–	**12**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	6	–	2	–	**8**	25	–	10	**45**
Section du contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	3	–	1	–	**4**	6	–	–	**13**
Section des approvisionnements	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	1	–	–	–	**1**	22	–	10	**34**
Groupe de gestion du matériel de la Mission et de vérification du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–	–	1	3	–	**4**	7	–	3	–	**10**	5	–	–	**19**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	1	3	–	**4**	6	–	8	–	**14**	5	–	–	**23**
Section des services informatiques	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	9	–	–	–	**9**	6	–	4	**20**
Section des communications	–	–	–	–	1	1	–	–	**2**	23	–	–	–	**23**	21	–	5	**51**
Section des transports	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	9	–	1	–	**10**	50	–	4	**66**
b) Base de soutien logistique – Bangui																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	2	–	–	–	**2**	1	–	–	**4**
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	1	–	**2**	2	–	–	**5**
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**5**
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	2	–	**4**	7	–	–	**12**
Approvisionnement	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	3	–	–	–	**3**	5	–	1	**9**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	1	**2**	3	–	1	–	**4**	15	–	5	**26**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	3	–	2	**5**
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	7	–	–	–	**7**	8	–	2	**19**
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	8	–	1	**9**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**3**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	5	–	1	–	**6**	5	–	–	**12**
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	2	–	**2**	1	–	2	**6**
Opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	1	–	2	**3**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2 1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
c) Base de soutien logistique – Goma																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	–	–	–	1	2	–	–	–	2	1	–	–	4
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	1	–	2	2	–	–	5
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Approvisionnement	–	–	–	–	–	1	–	–	1	4	–	–	–	4	7	–	1	13
Section du bâtiment	–	–	–	–	–	–	1	1	2	3	–	1	–	4	15	–	5	26
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	–	–	3	–	2	6
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	2	9	–	–	–	9	8	–	2	21
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13	–	1	14
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	1	–	4	13	–	–	17
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	5	–	–	12
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	1	3
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	–	–	2	2	–	–	5
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	2	–	4	7	–	–	12
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	2	–	2	2	–	1	6
d) PC de secteur – Mbandaka																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	1	–	–	2	2	–	–	–	2	2	–	–	6
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	1	–	3	–	–	–	4
Approvisionnement	–	–	–	–	–	–	1	–	1	3	–	–	–	3	7	–	2	13
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	10	–	5	22
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	1	–	1	3	–	–	–	3	3	–	1	8
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	2	9	–	–	–	9	9	–	2	22
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	–	1	17
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	2	–	1	4
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	5	–	–	12
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	2	–	4	4	–	–	9
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	2	–	5	1	–	1	7
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	2	1	–	1	4

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et catégories apparentées								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
e) PC de secteur – Kisangani																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	1	–	–	2	2	–	–	–	2	2	–	–	6
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	1	–	3	–	–	–	4
Approvisionnement	–	–	–	–	–	1	1	–	2	4	–	–	–	4	7	–	1	14
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	10	–	5	22
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	1	–	1	3	–	–	–	3	3	–	1	8
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	2	9	–	–	–	9	9	–	2	22
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	–	1	17
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	2	–	1	4
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	5	–	–	12
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	2	–	4	4	–	–	9
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	2	–	5	1	–	1	7
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2
f) PC de secteur – Kalemie																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	1	–	–	2	2	–	–	–	2	2	–	–	6
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	1	–	3	–	–	–	4
Approvisionnement	–	–	–	–	–	–	1	–	1	3	–	–	–	3	7	–	2	13
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	10	–	5	22
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	1	–	1	3	–	–	–	3	3	–	1	8
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	2	9	–	–	–	9	9	–	2	22
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	–	1	17
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	2	–	1	4
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	1	5	–	1	–	6	5	–	–	12
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1	–	–	–	1	2	–	–	4
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	–	2	–	4	4	–	–	9
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	2	–	5	1	–	1	7
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	2	1	–	1	4
g) PC de secteur – Kananga																		
Fonctionnaire d'administration	–	–	–	–	1	1	–	–	2	2	–	–	–	2	2	–	–	6

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2 1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Services de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs recrutés sur le plan local*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Finances	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Personnel	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Section des opérations aériennes	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	1	–	**3**	–	–	–	**4**
Approvisionnement	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	3	–	–	–	**3**	7	–	2	**14**
Section des bâtiments	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	5	–	1	–	**6**	10	–	5	**22**
Services informatiques	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	3	–	–	–	**3**	3	–	1	**8**
Communications	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	9	–	–	–	**9**	9	–	2	**22**
Transport	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	–	1	**17**
Contrôle des mouvements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	**1**	2	–	1	**4**
Sécurité	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	5	–	1	–	**6**	5	–	–	**12**
Achats	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	1	–	–	–	**1**	2	–	–	**4**
Services généraux	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	2	–	2	–	**4**	4	–	–	**9**
Centre logistique commun	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	2	–	**5**	1	–	1	**7**
Services médicaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	**2**	1	–	1	**4**
Total partiel, Administration	–	–	**1**	**2**	**12**	**31**	**85**	**4**	**135**	**312**	–	**88**	–	**400**	**616**	–	**134**	**1 285**
Total	**1**	**1**	**4**	**9**	**33**	**58**	**140**	**23**	**269**	**321**	–	**162**	–	**483**	**733**	–	**146**	**1 631**

VI. Décision à prendre par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session

89. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) sont les suivantes :

a) Ouvrir le crédit d'un montant brut de 58 681 000 dollars (montant net : 58 441 000 dollars) qu'elle a autorisé dans sa résolution 54/260 B au titre de la création et du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 6 août 1999 au 30 juin 2000;

b) Décider de l'utilisation du solde inutilisé d'un montant brut de 3 409 600 dollars (montant net : 3 605 300 dollars) pour la période qui s'est terminée le 30 juin 2000;

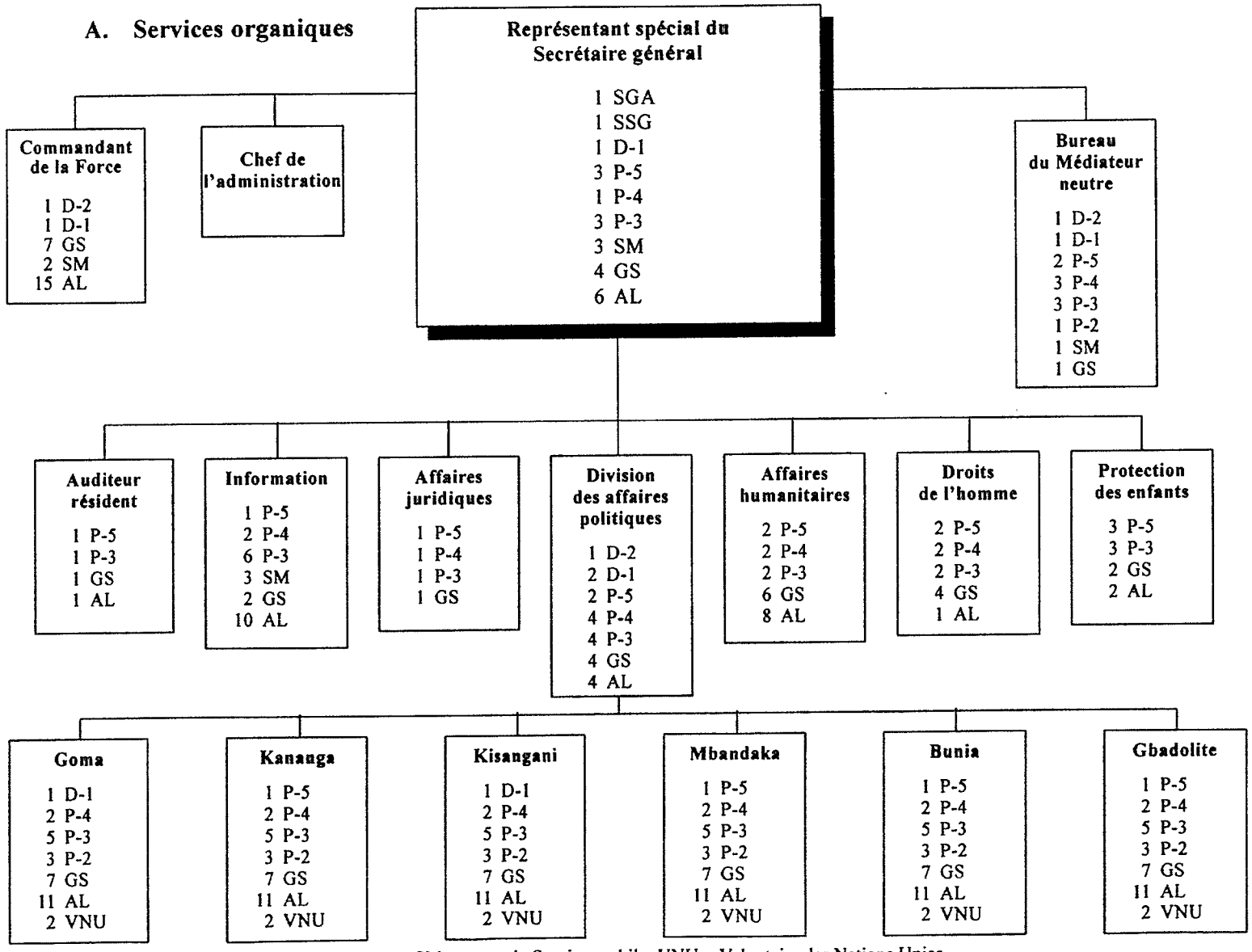
c) Ouvrir un crédit d'un montant brut de 273 119 600 dollars (montant net : 270 085 600 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, y compris le montant brut de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) qu'elle a autorisé pour la MONUC dans sa résolution 54/260 B et le montant brut de 49 865 400 dollars (montant net : 49 530 700 dollars) des engagements autorisés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Mettre en recouvrement le montant brut de 131 800 600 dollars (montant net : 129 258 500 dollars) au titre de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, compte tenu du montant brut de 141 319 000 dollars (montant net : 140 827 100 dollars) mis précédemment en recouvrement en vertu de sa résolution 54/260 A;

e) Autoriser des engagements de dépenses, à mettre en recouvrement, d'un montant brut de 209 965 600 dollars (montant net : 204 788 900 dollars) aux fins du fonctionnement de la MONUC pendant la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2001, en attendant la présentation du projet de budget de la MONUC pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.

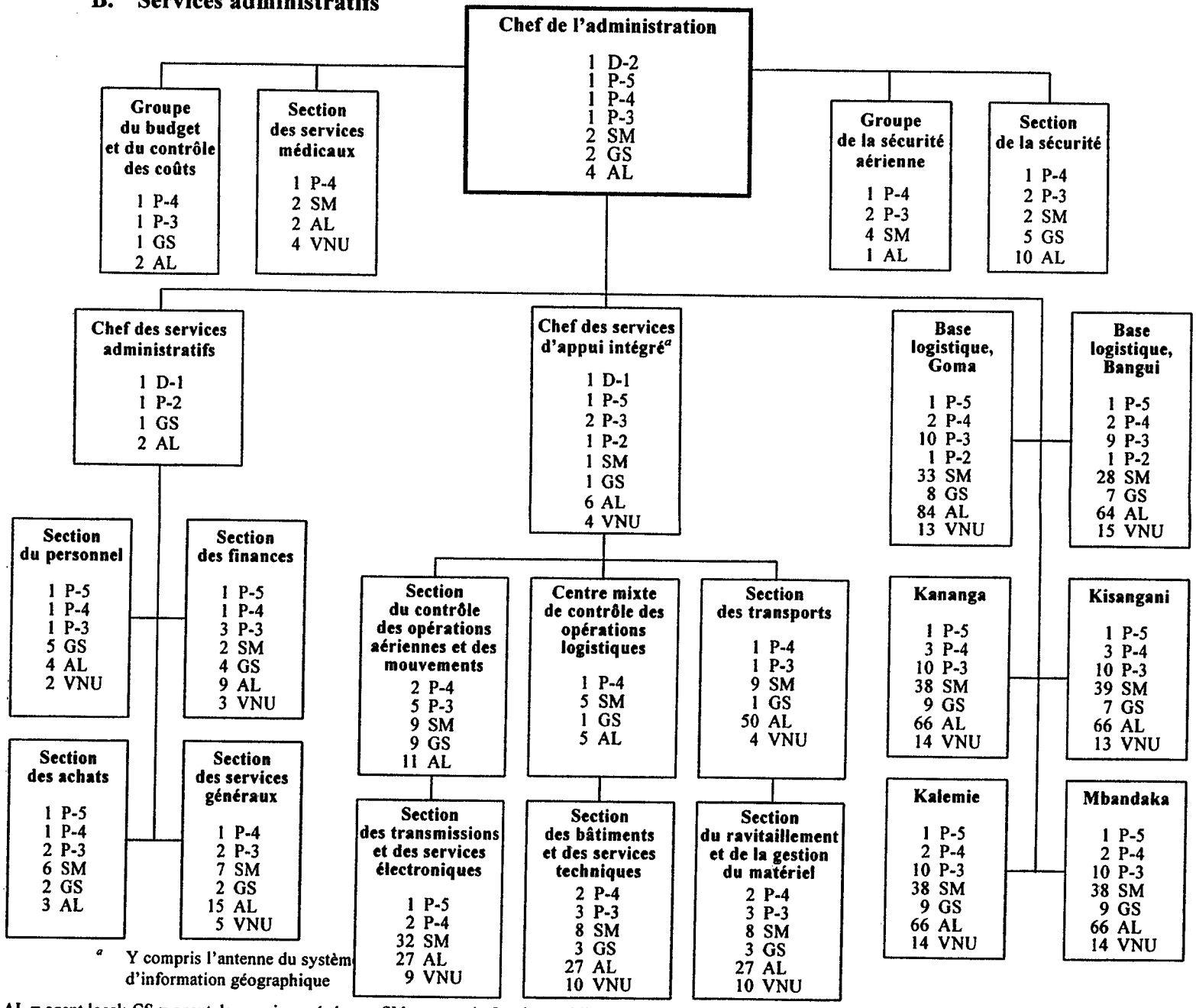
Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo : organigramme

A. Services organiques



AL = agent local; GS = agent des services généraux; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

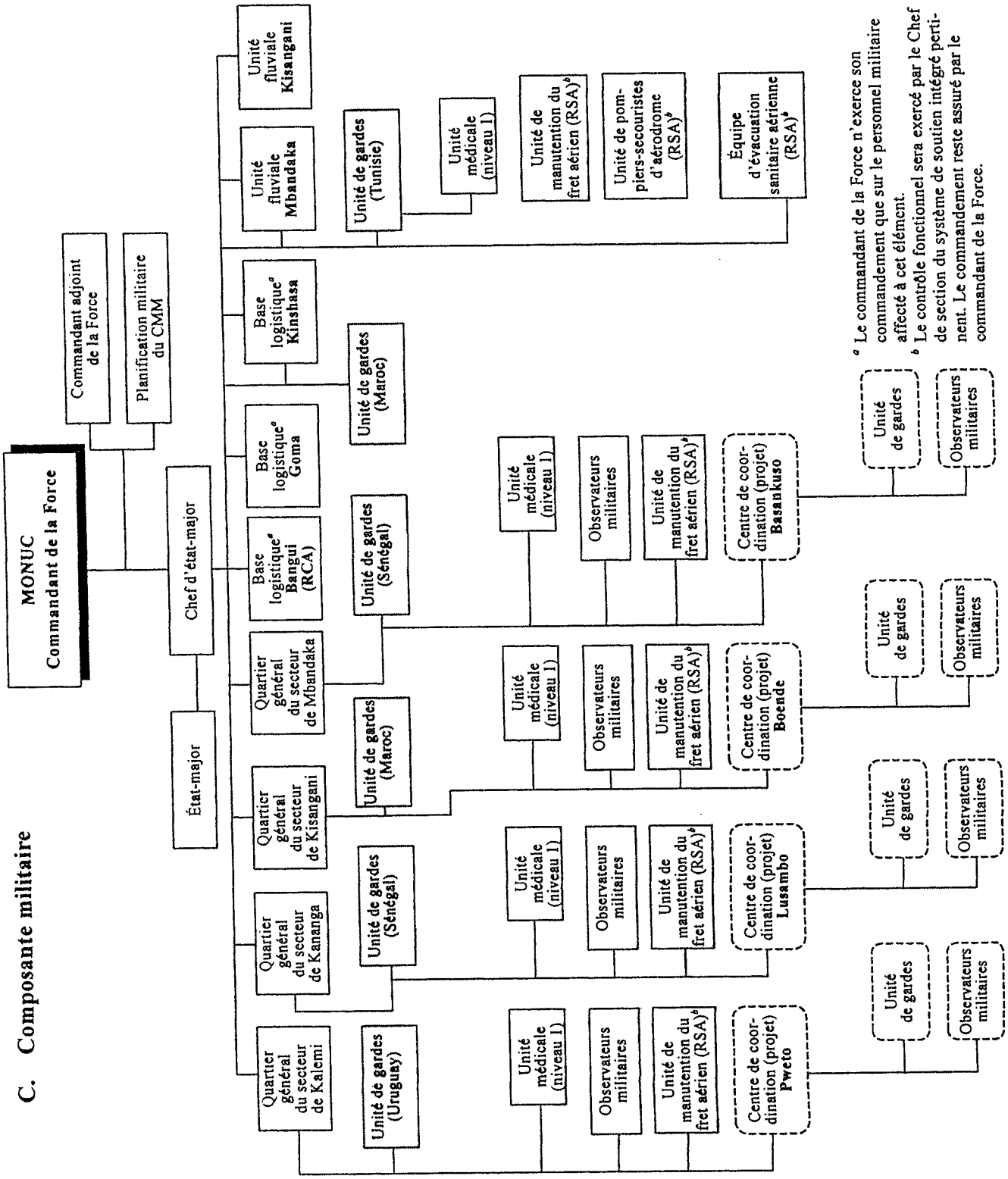
B. Services administratifs



[a] Y compris l'antenne du système d'information géographique

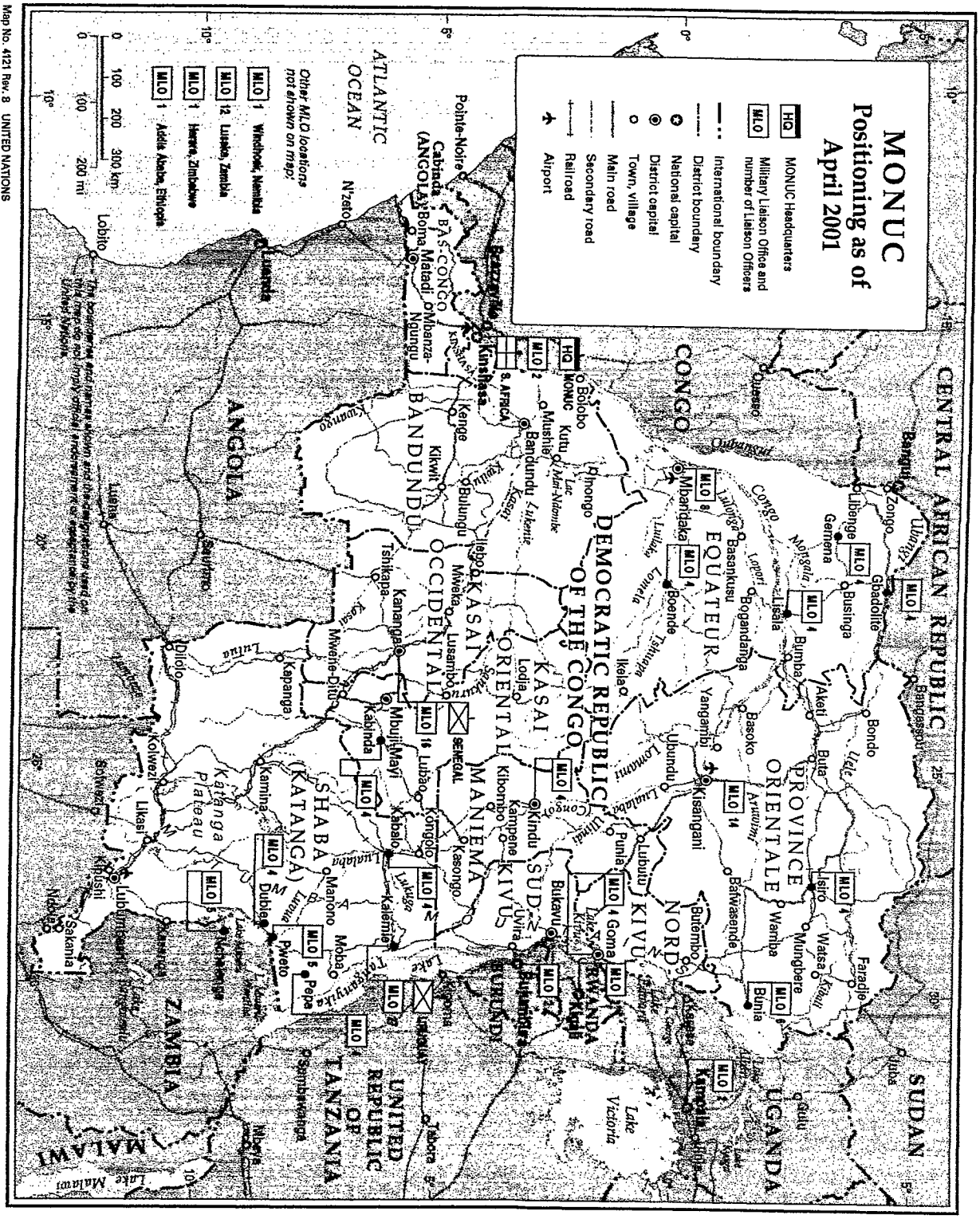
AL = agent local; GS = agent des services généraux; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

C. Composante militaire



[a] Le commandant de la Force n'exerce son commandement que sur le personnel militaire affecté à cet élément.

[b] Le contrôle fonctionnel sera exercé par le Chef de section du système de soutien intégré pertinent. Le commandement reste assuré par le commandant de la Force.


MONUC
Positioning as of
April 2001
HQ MONUC Headquarters
MLO Military Liaison Office and number of Liaison Officers
International boundary
District boundary
National capital
District capital
Town, village
Main road
Secondary road
Railroad
Airport
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC
SUDAN
UGANDA
RWANDA
BURUNDI
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA
ZAMBIA
MALAWI
ANGOLA
ATLANTIC OCEAN
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO
EQUATEUR
ORIENTALE PROVINCE
KASAI ORIENTAL
KASAI OCCIDENTAL
MANIEMA
SUD-KIVU
NORD-KIVU
SHABA (KATANGA)
BAS-CONGO
BANDUNDU
Kinshasa
Lubumbashi
Kisangani
Bukavu
Goma
Kananga
Mbuji-Mayi
Kalemie
Bunia
Isiro
Gbadolite
Mbandaka
Boende
Lisala
Bumba
Aketi
Buta
Bondo
Businga
Gemena
Libenge
Zongo
Bangassou
Dungu
Watsa
Faradje
Mungbere
Wamba
Basoko
Yangambi
Ubundu
Punia
Lubutu
Butembo
Beni
Kindu
Kibombo
Kampene
Kasongo
Lodja
Bulungu
Mveka
Lusambo
Kabinda
Tshikapa
Kamina
Kolwezi
Likasi
Kipushi
Sakania
Ndola
Pweto
Dubie
Pepa
Moba
Manono
Kabalo
Kongolo
Uvira
Bujumbura
Kigali
Kabale
Jinja
Gulu
Arua
Mbarara
Tabora
Mwanza
Kigoma
Bukoba
Mbeya
Lobito
Luena
Dilolo
Kapanga
Mwene-Ditu
Kananga
Bandundu
Kikwit
Mushie
Kutu
Bolobo
Mbanza-Ngungu
Matadi
Boma
Cabinda
Pointe-Noire
N'zeto
Luanda
Lake Victoria
Lake Malawi
Lake Tanganyika
Lake Mobutu Sese Seko
Congo
Ubangi
Uele
Ituri
Lomami
Lualaba
Kasai
Kwango
Kwilu
Lukenie
Sankuru
Tshuapa
Ikela
Lopori
Maringa
Lulonga
Mongala
Aruwimi
Tshopo
Lowa
Luvua
Luapula
Kibali
Ruzizi
Kivu
Congo-Brazzaville
Cabinda (ANGOLA)
S. AFRICA
SENEGAL
BURUNDI
Kalahari Desert
Kalanga Plateau
Other MLO locations not shown on map:
MLO 1 Windhoek, Namibia
MLO 12 Lusaka, Zambia
MLO 1 Harare, Zimbabwe
MLO 1 Addis Ababa, Ethiopia
0 100 200 300 km
0 100 200 mi
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
Map No. 4121 Rev. 8 UNITED NATIONS
April 2001 (Special)
Department of Public Information
Cartographic Section